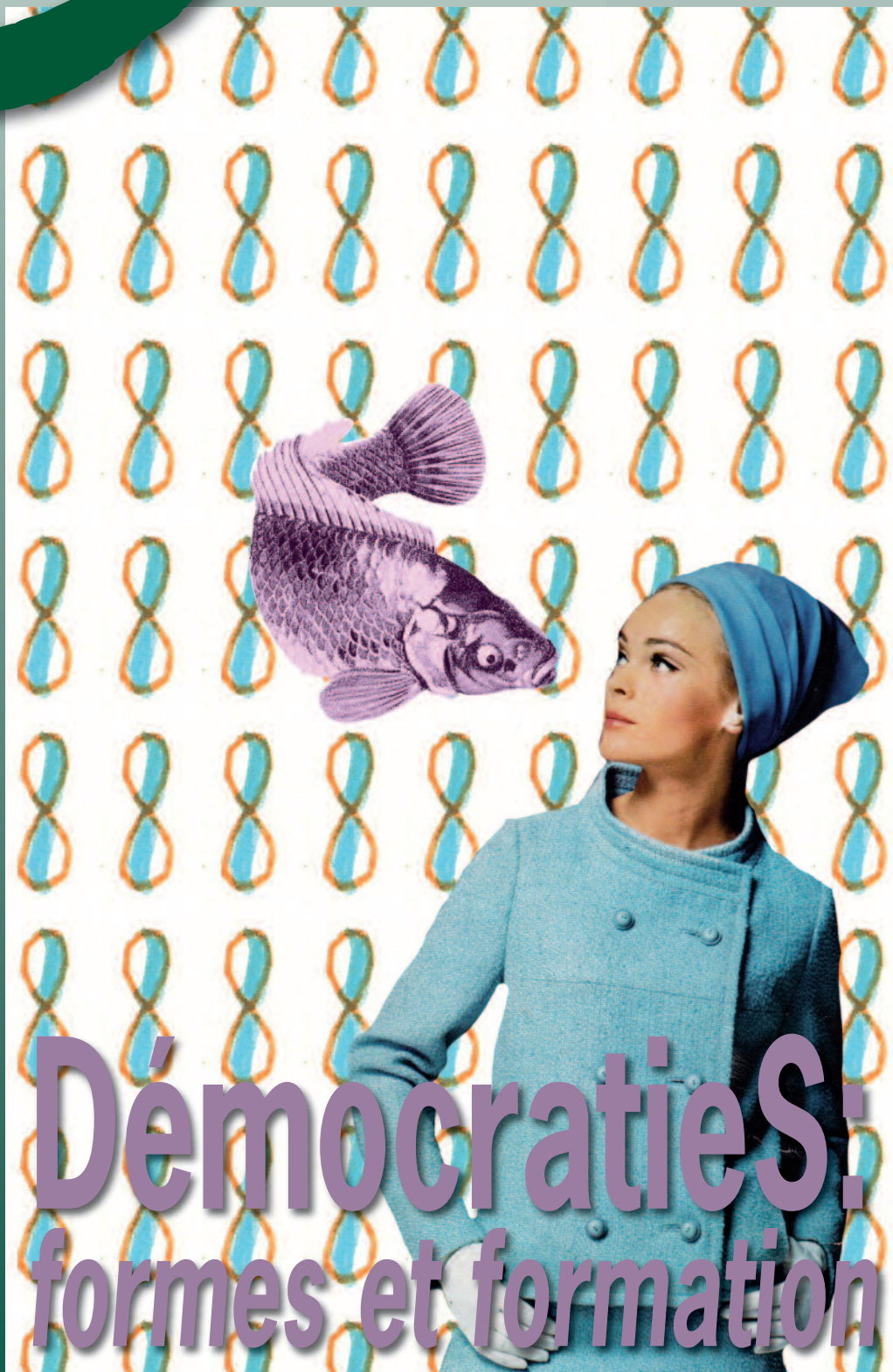


L'ESPERLUETTE



Signe typographique qui représente la conjonction "et"



Démocraties: formes et formation

Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 95 • janvier • février • mars • 2018

EDITO

Rien n'échoue
comme le succès 3

ANALYSE

**DémocratieS:
formes et formation**

L'intelligence collective pour
une démocratie augmentée 4

Periferia et les nouvelles
pratiques démocratiques 8

Éducation populaire et
Université: des liens
et des étincelles 9

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Vers la reconnaissance
des violences de genre
au travail 12

L'état de la démocratie
Semaine sociale du MOC 13

TAM TAM pour
un autre modèle de société 14

Envie de reprendre
des études universitaires? 14

Réforme de la gouvernance
du système scolaire 14

Devenir cadre dans
le secteur non marchand 14

Défi sportif et solidaire
pour la campagne
«Vêtements Clean» 15

Carton rouge pour le black 15

VIE DE L'ISCO

Faire mieux que l'école en
Éducation Populaire? 15

Colloque inter-BAGIC:
six thématiques 18

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ

La participation des usagers 18

Révolution'Être 19

Créer des intérêts communs
dans un milieu rural 20

EN RÉGIONS

Viens voir quand on sème 20

Ciné-débat «Participe Présent» 20

Un voyage pour découvrir
«Là où le changement a lieu» 21

EN BREF

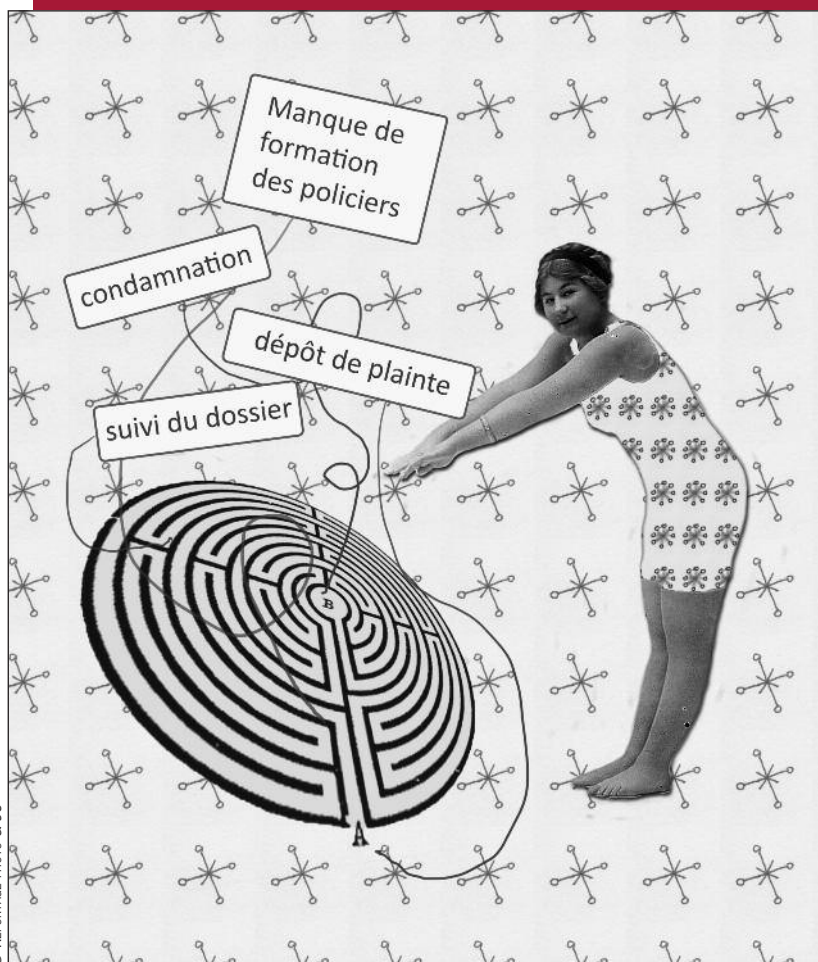
21

AGENDA

23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Prendre en main son
apprentissage



© REPORTAGE PHOTO & 95

«Dans ma maison, j'ai découvert, dans le grenier, des caisses de vieilles revues de mode, car l'ancienne propriétaire était une couturière. J'ai été tout de suite attirée par ces publicités qui montraient des femmes souriantes, bien habillées, épanouies dans les travaux ménagers et autres «occupations féminines»... Pourtant on sait bien ô combien c'est faux! Alors, sans trop y penser, je me suis mise à les découper, à les retravailler, et voilà que mes premiers collages ont vu le jour»¹. Il m'est difficile de dissocier mes illustrations de mon engagement féministe. Au quotidien, notamment dans mon travail chez Vie féminine, je suis confrontée au vécu des femmes, à leurs parcours difficiles, voire douloureux. La créativité est une manière d'exorciser et d'ironiser ce qui enferme, encore actuellement, les femmes dans des carcans discriminatoires. L'illustration permet de pointer les stéréotypes véhiculés dans notre société en utilisant l'ironie. C'est un espace de liberté pour dénoncer des mécanismes inégalitaires dont les femmes sont encore aujourd'hui victimes. Mon travail s'agrémenterait aujourd'hui d'écrits plus récents, notamment via Internet qui prodigue un nombre incroyable de conseils stéréotypés aux femmes. Avec mes illustrations, je souhaite mettre en avant l'effet pernicieux des petites discriminations quotidiennes. Celles qui ne se voient plus, celles qui structurent la société, celles contre lesquelles il est parfois difficile de se mobiliser parce qu'elles sont inaperçues, invisibles... ou considérées comme «normales» (DIANE DELAFONTAINE).

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE TRAVAIL DE DIANE DELAFONTAINE: WWW.FACEBOOK.COM/DIANE.DELAFONTAINE

1. Axelle, Vie féminine, avril 2012.

COMITÉ DE RÉDACTION: MARIO BUCCI, CHARLOTTE DE LEU, VIRGINIE DELVAUX, FRANCE HUART (COORDINATION), MARIE-FRÉDÉRIQUE LORANT, ZOÉ MAUS, FLORENCE MOUSSIAUX, NICOLE TINANT, SOPHIE WIEDEMANN

SECRETARIAT: FRANCINE BAILLET, LYSIANE METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO: JACQUES CORNET, VIRGINIE DELVAUX, DAVID DURUISSEAU, FRANÇOIS GEORGES, FRANCE HUART, ZOÉ MAUS, FABIENNE POELMANS, WILLIAM TOURNIER, FRANCINE UWILINGYEMUNGU, SOPHIE WIEDEMANN

PHOTOS: DIANE DELAFONTAINE

CIEP COMMUNAUTAIRE: TÉL: 02/246.38.41, 42, 43 - FAX: 02/246.38.25 - COURRIEL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

ÉDITEUR RESPONSABLE: VIRGINIE DELVAUX - CHAUSSÉE DE HAECHE 579 - 1030 BRUXELLES

DESIGN: DCL PRINTERS - COURRIEL: DCL.PRINTERS@SKYNET.BE - IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE

Rien n'échoue comme le succès¹

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE DU CIEP
COMMUNAUTAIRE

Parler de démocratie, la belle affaire! C'est un peu comme si on me demandait d'écrire un édito sur la météo de mars. Ce n'est pas du tout que je considère le sujet comme insignifiant, voire rébarbatif, c'est juste qu'avec la démocratie, c'est souvent la même affaire: tout le monde en parle, a un avis et tous se plaignent. C'est donc une fameuse gageure que de partager un point de vue en trente lignes, surtout que j'hésite sur la posture à adopter: «prédire - la mort dans l'âme - sa fin éminente» ou plutôt «se réjouir des indicateurs qui continuent à nous placer sur le podium des démocraties mondiales² et faire fi des attaques choquantes auxquelles nos gouvernements tentent de nous habituer?»

Et si on acceptait modestement de penser la démocratie avec un autre regard: celui de l'impermanence des choses. Selon le Bouddhisme, l'impermanence est l'une des trois caractéristiques de toute chose. Gautama Bouddha explique que l'impermanence s'avère la cause de la

souffrance car ce qui est impermanent n'est pas satisfaisant. Et personne ne viendra nous contredire, notre démocratie n'est pas satisfaisante. Mais l'a-t-elle jamais été? Avons-nous pu, rien qu'une seule fois, envisager le fait de ranger nos outils en considérant l'œuvre achevée? Et si nos démocraties ressemblaient à ces vagues qui lèchent le sable, avançant et reculant dans un mouvement coordonné, la démocratie évoluant globalement à travers le monde et régressant également dans un certain nombre de pays historiquement démocratiques. La démocratie est impermanente et est donc source de souffrance, mais, toujours, selon Gautama Bouddha, par l'impermanence, la démocratie est aussi promesse de changement.

Un article récent montrait que la crise de légitimité mise en exergue dans nos vieilles démocraties était paradoxalement liée à la montée des exigences. Nous avons cette force merveilleuse en démocratie que de pouvoir être source de proposition, forme de contre-pouvoir et nous

en voulons toujours plus: plus de reconnaissance des minorités, plus de justice sociale, fiscale,...

Dès lors, si en continuant à nous attacher à faire vivre et progresser nos démocraties, nous acceptons de vivre une lutte permanente, un projet à jamais inachevé? Si nous acceptons de nous dire que, par essence, nos démocraties ne seraient pas immuables, et que le risque de voir se déliter nos idéaux et nos projets démocratiques ferait inlassablement partie de notre quotidien. Cela ne nous rendrait-il pas plus fort pour penser nos combats?

Au sein du Mouvement ouvrier chrétien, nous nous exprimons face à chaque recul en matière d'égalité, nous luttons ensemble quotidiennement pour favoriser toute nouvelle avancée. Nous bénéficions d'une vie associative dense et active, et nous disposons de cet outil merveilleux que beaucoup d'autres démocraties nous envient: la reconnaissance et le soutien de l'Éducation populaire. Nous n'avons jamais vu autant de citoyen.ne.s se réapproprier des espaces de gestion collective de la cité, la jeunesse étant très présente. Nous avons des plateformes de mobilisation, comme TAM TAM, qui s'organisent comme formes de contre-pouvoir face aux politiques néolibérales. Et si notre démocratie était, en fait, bien vivante? ■



1. G. CHESTERTON, *Hérétiques*, Paris, Ed. Gallimard, réédition 1979 (publication 1905).
2. Le rapport 2017 de l'ONG Freedom House qui place la Belgique au niveau le plus haut des démocraties dans le monde avec une cote de 95/100 - <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/belgium>

Démocraties: formes et formation

L'intelligence collective pour une démocratie augmentée¹

PAR SOPHIE WIEDEMANN,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE

Pour la philosophe Nancy Fraser, une démocratie augmentée tendrait vers une égalité sociale substantielle. Ce n'est pas celle que nous connaissons dans nos démocraties occidentales où des populations dites dominées vivent parmi des agencements politiques qui, d'une part, ne leur donnent qu'un accès limité aux ressources matérielles (problématique de la redistribution) et, d'autre part, ne font pas d'elles des «partenaires à part entière de l'interaction sociale» et limitent les possibilités de «prendre part à la construction des modèles institutionnalisés de valeurs culturelles, à la délibération (...), à toutes les activités sociales»² (problématique de la reconnaissance). En quoi des pratiques d'intelligence collective peuvent-elles contribuer à une reconnaissance des savoirs et à une «parité de participation» ou encore répondre à l'«impératif de délibération inclusive» identifié par H. Pourtois³ comme caractéristique de la démocratie participative?

Des acteur.trice.s expérimentent des nouvelles pratiques de discussion faisant référence à la sociocratie ou, plus lar-

gement, à des Pratiques d'Intelligence collective (PIC). Corinne Monnet explique comment les discussions spontanées sont traversées par des inégalités liées aux rapports de domination⁴. Notre analyse esquissera comment des pratiques de conversation peuvent donner lieu à de nouvelles possibilités d'interaction sociale et d'empowerment, en se centrant sur leur apport par rapport à la structuration de la conversation et aux mécanismes de domination. Elle sera illustrée de témoignages d'acteur.trice.s de collectifs de formation, de militant.e.s ou de travail.

PRIVILÈGES DANS LA CONVERSATION?

La réalité des discussions spontanées est assez loin du modèle où deux personnes se relaient, de façon égalitaire, pour faire vivre l'échange. Pour C. Monnet, les privilèges de genre sont à l'œuvre dans les «pratiques conversationnelles» (discussions, dialogues, interactions). Se basant sur de nombreuses études, elle déconstruit le stéréotype de la femme bavarde, constate un temps inégal dans les contributions, au profit des hommes. En effet, parler plus longtemps est un bon moyen d'avoir du pouvoir dans un groupe. D'autres différences genrées sont aussi pointées: les hommes interrompent davantage les femmes et fournissent plus facilement des réponses minimales. Ces pratiques conversationnelles provoquent le si-

lence des femmes et démontrent l'inattention et le désintérêt des hommes envers les contributions féminines. Ces comportements aboutissent à un contrôle par les hommes des sujets de conversation. Dès lors, si les privilèges de genre agissent dans la conversation, d'autres rapports de domination y agissent également. Dans une vision systémique des agencements politiques, on peut imaginer comment une mise au ban de la conversation peut contribuer à une moindre possibilité de «prendre part» à d'autres sphères politiques et sociales. C'est pourquoi les PIC sont intéressantes pour travailler ces «structures invisibles» qui sous-tendent les groupes et les organisations.

LES PIC GÉNÉRATRICES D'AUTRES CONVERSATIONS?

Intelligence collective?

Depuis quelques années, fleurissent des outils d'intelligence collective, tant dans des collectifs de travail que des associations. On peut citer l'*art of hosting*⁵, la sociocratie, la démocratie profonde, la gestion par consentement, l'écoute active, la communication non-violente, le Cercle, Le World-Café, les 6 chapeaux de Bono, le Forum Ouvert, le débat en bocal⁶. Ces méthodes permettent de gérer la parole pour trouver des idées, discuter en petit ou grand groupe et prendre collectivement des décisions. Elles font parfois l'objet de critiques sévères, notamment sur leur usage en milieu pro-

fessionnel. Les décideurs qui les utilisent, laisseraient miroiter à leurs travailleurs des possibilités de participation et d'autonomie, tout en continuant à subordonner les activités à l'impératif de rentabilité⁷. Les tenants des PIC mettent en avant leurs apports en termes de créativité et de gouvernance induits par les nouvelles formes d'interaction suscitées.

Se pencher sur les pratiques

Créée dans les années 1970 pour promouvoir la liberté et la co-responsabilisation des acteur.trice.s, la sociocratie est «un mode de gouvernance qui permet à une organisation, quelle que soit sa taille, de fonctionner efficacement sans structure de pouvoir centralisée selon un mode auto-organisé et de prise de décision distribuée. (...) Dans une logique d'auto-organisation faisant confiance à l'humain, elle va mettre le pouvoir de l'intelligence collective au service du succès d'objectifs communs (...)»⁸. P. Servigne a identifié plusieurs processus sociocratiques: «l'élaboration d'une proposition, la bonification d'une proposition (c'est-à-dire son amélioration par le consentement), une élection sans candidat ou une évaluation»⁹. La sociocratie concerne des personnes ayant un vécu commun ou des relations de proximité au sein d'organisations. L'ISCO et le BAGIC sont aussi des laboratoires de ces nouvelles pratiques démocratiques.

- La parole en cercle: Le temps de formation démarre et se termine bien souvent par un tour d'ouverture pour prendre la température (style «Météo»). Sans obligation, chacun.e s'exprime sur son humeur du moment. Ensuite, viennent les points à discuter: décider de l'heure de fin de réunion en fonction des contraintes; formuler un scénario de

mobilisation autour d'un procès; recueillir les avis sur un outil de communication, etc... Très souvent, ceux-ci sont travaillés en trois temps: clarification de la demande et/ou des faits amenant à devoir formuler une proposition, réactions des participant.e.s et propositions. Chacun.e parle à son tour, avec un temps de parole relativement symétrique et chronométré, pour que chacun.e axe son intervention sur l'essentiel. Pour la formatrice Muriel Bernard (BAGIC), l'avantage de cette technique est de «n'oublier personne et chacun a l'occasion de s'exprimer», alors que, dans les prises de parole en «pop-corn», parle qui veut. De plus, les «discussions bilatérales» sont évitées.

- La décision par consentement¹⁰: À partir d'une liste de positions établies, chacun.e choisit une proposition et fait part de sa préférence. Apparaissent alors des préférences majoritaires et minoritaires. Contrairement au mode de décision classique, la sociocratie part du principe que toutes les objections enrichissent la proposition de base (phase de bonification): «Et on continue (...) à améliorer la proposition de base [par des tours argumentés successifs] jusqu'à ce que tout le monde y adhère» témoigne la formatrice Emmanuelle de Caluwé (ISCO-Bruxelles). L'objectif n'est pas d'atteindre un «oui» général, mais que personne ne dise «non». Si une proposition émerge, les objections seront systématiquement exprimées et la proposition collective sera ainsi «bonifiée», avec les avis minoritaires. Un groupe BAGIC, par exemple, respectait difficilement les horaires de cours. Trois propositions ont été formulées: celle de commencer plus tard en raccourcissant la pause du matin a été retenue. Une personne opposée à cette proposition a ex-

primé ses besoins et un compromis a été trouvé avec le groupe. Se crée alors une conscience plus collective des besoins du groupe: les participant.e.s entendent des interprétations de comportements totalement différentes et se rendent compte des effets de tels comportements sur le collectif.

- L'élection sans candidat.e: Dans un groupe ISCO, tous les étudiant.e.s se présentent comme candidats à l'élection. Au premier tour, le groupe définit, ensemble, les responsabilités et les rôles du/de la délégué.e. Par exemple, il/elle est responsable de la clé du local. Le but étant d'éviter les conflits ultérieurs, les missions sont notées sur un panneau visible par tou.te.s. Chacun.e s'exprime sur les compétences nécessaires, puis vote pour un.e candidat.e, en signant son vote. Au troisième tour, chaque participant.e s'adresse directement à son.sa candidat.e de prédilection en argumentant son choix. Le résultat de tous les votes de base sont alors affichés sans mentionner la personne élue. Une fois que tou.te.s se sont exprimé.e.s, une proposition peut encore être émise en lien avec les propos tenus. La première proposition formulée est travaillée par le groupe. Ensuite, la gestion par consentement est prônée jusqu'à ce qu'émerge une décision à laquelle tout le monde adhère. Processus délicat, l'élection sans candidat demande beaucoup de bienveillance et un cadre strict.

DE NOUVELLES CONVERSATIONS ET MOINS DE DOMINATIONS?

Des retours positifs sont émis suite à l'utilisation des PIC: «il y a vraiment une évolution du groupe en trois temps, les gens découvrent qu'ils sont vraiment écoutés, qu'ils ont vraiment leur place, et que ce qu'ils disent, influence vraiment la proposition. C'est une vraie expérience de confiance»¹¹. Julien Didier évoque un «certain état de grâce» au cœur de ce que souhaite faire vivre l'intelligence collective. Au niveau du ressenti individuel, on constate que «les gens se sont sentis utiles, ils n'ont pas senti qu'ils perdaient leur temps, ils se sont sentis écoutés et ils ont apprécié les autres, ils ont l'impression non seulement d'avoir été productifs, mais aussi que ce moment avait du sens, que leur présence là valait la peine (...)». «L'utilisation de ces outils est hyper pertinente, car elle casse



la triple domination parce que chacun.e a la même place. Cette triple domination est, quelque part, un peu gommée et, si on ne les utilise pas, la triple domination se retrouve au sein d'un groupe en formation (...) comme une micro-société» (E. de Caluwé). Ainsi, la force des PIC tient, avant tout, à l'écoute, organisée à différents niveaux: «Dans les organisations où l'on va, je n'ai pas tellement de retours de gens qui disent «Ah! moi j'ai pu m'exprimer,», mais c'est plus «On a pu s'écouter, cette fois-ci» (J. Didier).

Reconnaître chacun.e comme individu subjectif

Une des spécificités des PIC dans des collectifs est d'accorder autant d'importance à l'objectif de travail du groupe qu'aux personnes réunies. Les participant.e.s sont reconnu.e.s comme des individus spécifiques, ayant des ressentis et des possibilités d'expression authentique. Les tours de «météo» en ouverture et clôture d'une animation sont, par exemple, l'occasion pour les participant.e.s de «se relier à soi et au monde», en exprimant leur humeur et leur état physique (M. Bernard). Du temps est ainsi donné aux personnes et au groupe pour identifier et verbaliser leurs ressentis, liés à des priorités et des contraintes avant que ces derniers ne deviennent problématiques et que des tensions n'apparaissent avec l'organisation. Les individus ne sont dès lors pas compris comme de pures mécaniques. Pour L. Borak, «c'est très utile, puisqu'on sait comment on va aborder certains sujets et comme l'approche de la personne change, croyez-moi, c'est très positif!». De même, le tour de clôture (temps «meta») permet de cerner son ressenti sur ce qui vient de se jouer et sur «ce que le groupe a produit»: c'est une occasion pour décrypter des prises de pouvoir, exprimer un inconfort ou, au contraire, célébrer un bon fonctionnement.

Les PIC relégitiment des prises de parole subjectives qui ne relèvent pas seulement de l'argumentation pure et de l'expertise, mais bien de l'opinion. D'après J. Didier, de nombreuses PIC permettent de «se rapprocher plus directement du vécu de chaque personne», même les moins à l'aise pour argumenter et s'exprimer en public. Le politologue P. Breton définit la parole citoyenne par

l'échange d'opinions et non pas par la démonstration, représentation largement répandue aujourd'hui¹². Pour faire vivre «ce parlé démocratique», il identifie trois compétences: «la capacité à se former librement une opinion sur un sujet donné; celle d'argumenter, sans recourir à la violence ni à la ruse; celle qui combine la prise de parole et l'écoute, dans une démarche d'empathie cognitive». Il y associe trois lacunes: «l'incapacité à entrer dans une argumentation qui n'est pas la sienne; la peur de prendre la parole en public; un rapport archaïque à la parole, qui cherche à lui substituer la ruse, la manipulation, la violence ou le consensus et la représentation de l'acte de convaincre comme relevant d'une démonstration, alors qu'il relève de l'opinion. D'où le «mythe de l'expertise» si répandu aujourd'hui¹³.

Si les PIC n'apprennent pas à argumenter, elles créent un cadre bienveillant pour chaque opinion, réduisant la peur de s'exprimer en public. Elles bannissent la violence, la ruse et la manipulation par le cadre posé. Ainsi, en lien avec une démarche en éducation permanente, elles sont propices à l'émergence de nouvelles voix, pour une délibération participative inclusive et donnant lieu à de nouvelles actions collectives.

Systematiser l'écoute de chaque contribution

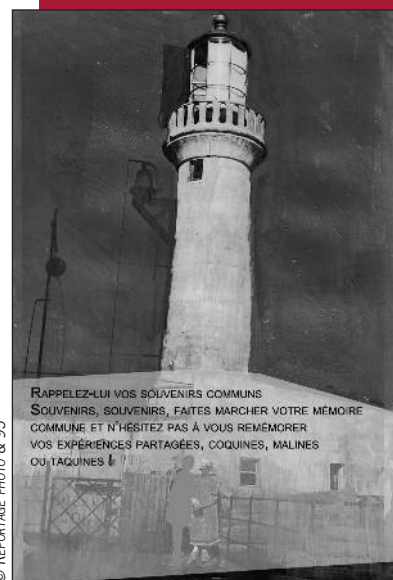
L'expérience d'Emmanuelle de Caluwé dans un groupe d'adultes en formation confirme les observations de C. Monnet: «quand la parole est libre, c'est souvent les hommes qui prennent la parole par rapport aux femmes, ou à des personnes qui ont moins confiance en elles...» et ce sont les hommes «qui, du coup, ont plus de pouvoir dans le groupe parce qu'[ils] ont plus tendance à influencer, puisqu'[ils] s'expriment sur leurs opinions». De quelle manière les PIC permettent-elles à d'autres profils d'influer sur la conversation?

Si l'aspect très structuré des conversations dans les PIC paraît rebutant au premier abord, c'est cette structuration qui organise l'écoute et donne une dimension égalitaire à la conversation -sans présumer de l'effet du contenu des paroles de chacun.e. Pour J. Didier, «le fait de réguler la parole, d'avoir des processus qui sont construits, d'avoir aussi plus d'attention au dialogue des émotions, des ressentis, de laisser la place à d'autres formes de parole que la parole intellectuelle, d'avoir des processus qui sont clairs, limite l'abus de pouvoir et permet à d'autres profils de s'exprimer. (...) non seulement des femmes mais aussi toute personne (...) qui va moins avoir

cette personnalité-là». Structurer la conversation bouscule déjà les rapports de pouvoir en place: «Ceux qui apprécient, sont ceux qui n'ont pas toujours la facilité de trouver un moment pour s'exprimer ou ceux qui n'osent pas prendre la parole en groupe, ceux qui aiment moins, c'est les grandes gueules parce qu'il y en a d'autres qui s'expriment et (...) qu'ils n'ont pas le crachoir tout le temps (...) ils ont moins de temps de parole» (E. de Caluwé).

Ainsi, des dispositifs, comme la parole en cercle et la gestion par consentement donnent lieu à des conversations où les «opinions s'additionnent au lieu de se combattre»¹⁴. Si les contributions de chacun.e peuvent être développées et sont prises au sérieux, les mécanismes identifiés par C. Monnet, comme la non-confirmation, n'ont plus leur place dans ce type de conversations.

Le fait d'écouter toutes les options permet aux divergences d'exister au sein du groupe. Des idées divergentes vont être intégrées à la réflexion globale et traitées tour par tour. Elles permettent de distinguer débat et dispute: «C'est tout à fait normal qu'apparaissent des conflits dans une dynamique de groupe, car tout le monde n'a pas les mêmes besoins au même moment (...) Donc, le conflit n'est pas vu comme quelque chose de nécessairement négatif, ou à éviter à tout prix comme on fonctionne beaucoup parfois. Le conflit a sa place, mais il est géré avec des outils qui sont dans la bienveillance» (E. de Caluwé). Pour exprimer sereinement des divergences, les PIC s'accompagnent d'un travail sur des méthodes de communications bienveillantes, comme la Communication non-violente (CNV) ou la Communication efficace de Gordon. En outre, nommer le conflit et travailler chaque prise de décision permettent d'éviter sa



© REPORTAGE PHOTO & 95

RAPPELEZ-LEI VOS SOUVENIRS COMMUNS
SOUVENIRS, SOUVENIRS, FAITES MARCHER VOTRE MEMOIRE
COMMUNE ET N'HESITEZ PAS A VOUS REMEMORER
VOS EXPERIENCES PARTAGEES, COQUINES, MALINES
OU TAQUINES !



généralisation à d'autres moments ou l'apparition d'autres problèmes et lui redonnent une dimension politique, dépendant des positions, vécus, intérêts de chacun.e et non pas d'hostilité personnelle. Ainsi, avant la décision collective, en offrant de la place à la parole singulière et subjective de chacun.e, on donne les mêmes chances aux membres pour influencer sur le groupe.

Au moment de la décision, la gestion par consentement ou la démocratie profonde permettent d'obtenir une décision plus partagée, en prenant en compte systématiquement les objections et les minorités. Loin de bloquer le groupe, l'objection et son traitement par tours successifs amènent les membres à être créatifs dans la formulation de nouvelles solutions. On peut penser que cette créativité est, en grande partie, le reflet de la diversité nouvellement prise en compte par ces conversations plus ouvertes. Pour J. Didier, les effets systémiques permettent l'émergence de nouvelles idées et comportements: *«les gens sont sensibles à cette dynamique du groupe, où ils sentent (...) un groupe qui interagit, (...) différemment. Quand je parle d'écoute, de bienveillance dans le groupe, ça induit des effets systémiques qui sont différents»*. Si les «agencements» sont systémiques, dans quelle mesure un nouvel agencement de la conversation dans un collectif peut-il produire, par le renforcement de la capacité d'action des individus et des groupes, un pouvoir accru, d'autres agencements systémiques?

LES PIC FACTEURS D'EMPOWERMENT ET LEVIERS DÉMOCRATIQUES DE CHANGEMENT SOCIAL?

Conditions d'empowerment

En tant que «processus par lequel un individu et/ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action lui permettant d'accéder au pouvoir individuel et collectif, [l'empowerment] articule deux dimensions, celle du pouvoir, (...) et celle du processus d'apprentissage pour y accéder»¹⁵. N. Eliasoph fournit des pistes pour discerner les facteurs d'empowerment de personnes dites défavorisées. À côté des discours et des effets pervers des organisations qui ont l'empowerment comme but, l'empowerment réel se produit dans leurs coulisses, sous cinq conditions, tout d'abord, le temps et la durée: des expériences trop ponctuelles ou peu intenses peuvent n'avoir pas d'effet et s'inscrivent différemment dans chaque parcours. De même, pour J. Talpin, cette compétence «processuelle» se construit

à travers le temps et par itération¹⁶. C'est pourquoi M. Bernard propose à ses participant.e.s, «un processus à vivre». De même, pour E. de Caluwé: «si on reprend un dispositif [de parole] plus classique, chacun.e reprend sa place spontanée, sa place de leader ou bien [une autre place]...». Et petit à petit «il y a plus d'attention accordée à la distribution de la parole».

Les PIC ne sont pas des outils fournissant une solution clé en main aux problèmes de groupe, organisationnels ou aux difficultés rencontrées par les individus. Pour J. Didier, ils sont un prétexte à vivre des choses ensemble et à les décrypter collectivement. Du côté des étudiant.e.s, «la première année, on a essayé l'élection sans candidat, c'était une catastrophe»! Puis, après cet inconfort passager, le groupe s'est approprié le processus et a désigné un délégué, qui «était vraiment surpris» et imaginait quelqu'un d'autre plus «présent et crédible». «En général, le résultat des votes (...) est assez différent d'un vote classique, par majorité simple, ou aux deux-tiers. Ce sont des gens parfois insoupçonnés qui, du coup, sont élus, qui sont les premiers surpris d'être élus et qui, parfois, assurent leur rôle de manière tout à fait exemplaire et parfois avec beaucoup plus de qualités ou de bienveillance que des «leaders» ou des «grandes gueules» qui aiment le pouvoir» (E. de Caluwé).

L'explicitation des règles au cœur de l'organisation et l'acceptation du conflit, deux autres conditions de l'empowerment rejoignent les caractéristiques des PIC: règles claires de structuration de la parole, prise en compte des propositions et objections de chacun.e et décision; place pour les divergences. Si les PIC, à l'heure d'aujourd'hui, sont le plus souvent vécues de manière ponctuelle, hors des institutions les plus influentes sur nos vies, ces expériences peuvent-elles déclencher une sorte de déclic démocratique chez certaines personnes, voire avoir des effets systémiques? Pour J. Didier, «ce qui est important, c'est ce changement de posture, parce qu'une fois que les citoyens l'ont vécu à un niveau, ils veulent le recréer à d'autres niveaux. Se sentir acteur d'ensembles de plus en plus larges». Après avoir expérimenté de tels espaces de parole et d'agir collectif, l'acceptation de fonctionnements moins démocratiques deviendrait plus difficile et pourrait mettre en tension les personnes, voire les mettre en action, jusqu'à devenir «force de facilitation» ou force de proposition dans d'autres sphères. Pour M. Bernard, le processus vécu à travers les

PIC s'accompagne d'un travail de systémie des organisations et amène chacun.e à «prendre conscience du système dans lequel il joue» car «on peut beaucoup s'abimer à revendiquer (...) sans connaître les contraintes ni les marges de manœuvre du système dans lequel on se trouve»¹⁷. Le résultat du travail avec le groupe ISCO sur les horaires a été l'émergence (et l'obtention) d'une revendication pour l'application d'un nouvel horaire aux modules donnés par d'autres formateurs. Pour M. Bernard, le fait d'avoir pris une décision collective, sur laquelle tout le groupe a pu influencer, a renforcé le poids de cette revendication dans une autre enceinte. D'autre part, le fait d'avoir identifié dans quels espaces faire des propositions, par une première discussion où ont émergé des propositions réalistes face aux contraintes du «système ISCO» a permis d'amener ce changement. En outre, le fait d'avoir ouvert un espace de parole sur une problématique plutôt que d'avoir infantilisé les participant.e.s a déclenché une prise de conscience collective sur de potentielles marges de manœuvre au sein de la formation.

Les PIC favorables à l'action collective syndicale

K. Telmat, un étudiant-ISCO délégué syndical CSC, a réemployé des PIC dans son collectif syndical. Il a ainsi augmenté son pouvoir individuel de délégué et le pouvoir collectif de son équipe syndicale, en structurant la parole pendant les réunions grâce à des outils comme les tours d'ouverture, les tickets de parole (5 tickets par personne par réunion, correspondant à une prise de parole par réunion), la gestion par consentement et les rôles donnés pour le bon déroulement de la réunion (facilitateur, gardien du temps). Cela a permis d'éviter des prises de parole intempestives, d'obtenir des réunions plus fructueuses et d'avoir une base d'équipe syndicale pour obtenir des changements concrets dans l'entreprise. En quelques années, la représentation syndicale dans cette entreprise est passée de un à douze délégués CSC! On voit ainsi comment les PIC ont contribué à la «capacité d'un groupe à collaborer pour formuler son propre avenir et y parvenir en contexte complexe» et «à maximiser le potentiel d'action et de liberté des collectifs humains»¹⁸.

Parité de participation pour un changement social?

Face à la triple domination, les PIC, comme dispositifs de conversation, permettraient-elles une réelle «parité de participation» des personnes concernées? Pour J. Didier, «la domination qui est la plus balancée, c'est la domination de genre (...) Je l'observe à chaque fois, mais c'est un avis général, je crois qu'on partage [au sein de *Collectiv-a*]. Notamment [par] l'élection sans candidat». Mais cet empowerment concernerait surtout des femmes blanches. Les PIC sont-elles «universellement» pertinentes face aux autres personnes «dominées»? «C'est une solution aux problèmes de domination et, en même temps, ça pose de nouveaux problèmes». En effet, certaines PIC comportant des processus sophistiqués, très exigeants en termes d'argumentation et d'intelligence émotionnelle, font apparaître le risque de nouvelles dominations, notamment, envers les personnes âgées.

On peut aussi se demander si les PIC permettent, avant tout, une avancée en termes d'égalité de genre parce qu'elles répondent spécifiquement aux problèmes relevés par C. Monnet et pas aux mécanismes des autres dominations; ou bien parce que les PIC sont pratiquées essentiellement dans des univers sociaux assez homogènes. Cette hypothèse devrait être vérifiée en élargissant le périmètre de l'enquête. D'après N. Fraser, l'espace public n'est pas une sphère unique, mais consiste en «des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins». De plus, «une question est politique si elle est disputée dans un grand nombre d'arènes discursives, et au sein de différents publics»¹⁹; ce qui relativise l'impact potentiel des PIC en termes de changement social et de parité de participation, puisqu'elles semblent, avant tout, pratiquées à des échelles micro et dans des lieux d'interconnaissance.

CONCLUSION

On voit combien la conversation est politique en répercutant les mécanismes de domination. Les PIC structurent la

conversation de manière favorable à une délibération inclusive et systématique. Expérimenter ces dispositifs démocratiques semble apporter un empowerment individuel et collectif favorable à l'action collective, à une démarche en Éducation permanente et à la perspective d'une égalité sociale. Ainsi, leur apport gagne à être reconnu et leur pratique diffusée à tout niveau et notamment au sein du MOC. ■

1. Mon expérience personnelle s'est enrichie des pratiques de terrain des formatrices Muriel Bernard (BAGIC) et Emmanuelle de Caluwé (ISCO-Bruxelles), des témoignages d'étudiants, Karim Telmat et Lhoussine Borak; de Julien Didier, facilitateur pour *Collectiv-a*, collectif pour l'autogestion et l'intelligence collective.
2. Estelle FERRARESE. «Nancy Fraser ou la théorie du 'prendre part'», dans *La vie des idées*, 2015 <http://www.laviedesidees.fr/Nancy-Fraser-ou-la-theorie-du-prendre-part.html>
3. Hervé POURTOIS et John PITSEYS, «La démocratie participative en question», dans *La revue Nouvelle*, n°7, p. 33.
4. Corinne MONNET, «La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation», dans *Les Nouvelles Questions Féministes*, Vol.19, 1998. <http://lmsi.net/La-repartition-des-taches-entre-703>
5. www.artofhosting.org/fr/quest-ce-que-lart-daccueillir-des-conversations-qui-comptent/

6. Stella PORZIA, *L'intelligence collective au service des collectifs citoyens*, Bruxelles, Centre AVEC 2015. Pablo SERVIGNE, *Outils de facilitation et techniques d'intelligence collective*, Liège, asbl Baricade, 2011.
7. Yoann BAZIN, *The conversation*, 8 février 2018. <https://theconversation.com/la-mode-des-entreprises-liberees-liberation-liberalisation-ou-liquefaction-87490>
8. Wikipedia, consulté le 28-02-18
9. Pablo SERVIGNE, *op. cit.*
10. <https://vimeo.com/216023882>
11. Pablo SERVIGNE, *op. cit.*
12. Philippe BRETON, *L'incompétence démocratique. La crise de la parole aux sources du malaise (dans la) politique*, Paris, La Découverte, coll. Cahiers libres, 2006.
13. Marieke STEIN, «Philippe Breton, L'incompétence démocratique. La crise de la parole aux sources du malaise (dans la) politique», dans *Questions de communication* [En ligne], N°12, 2007. 2012, consulté le 03 octobre 2016. URL: <http://questionsdecommunication.revues.org/2516>
14. Pablo SERVIGNE, *op. cit.*
15. Carole BIEWENER et Marie-Hélène BACQUÉ, «Empowerment, développement et féminisme: entre projet de transformation sociale et néo-libéralisme», in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La découverte, 2011, pp. 82-83.
16. Julien TALPIN, «Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique», dans *Revue française de science politique*, 2010/1 (Vol. 60), pp. 91-115.
17. Cette dimension de connaissance affinée d'un système se rapproche de la 5^{ème} condition de l'empowerment: le rôle de l'expertise acquise dans une lutte.
18. Jean-François NOUBEL, *Intelligence collective: la révolution invisible*, 2007 URL: http://testconso.tyepad.com/Intelligence_Collective_Revolution_Invisible_JFNoubel.pdf
19. Nancy FRASER, *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2005, p. 126.

Periferia et les nouvelles pratiques démocratiques

L'Asbl Periferia promotionne la démocratie participative, en veillant à la diversité des capacités de chaque acteur.trice et à rééquilibrer leurs pouvoirs d'influence sur/dans les espaces de prise de décisions.

Ses actions se concentrent sur la mise en place et l'animation des espaces publics de débat, qui visent à construire collectivement des projets, des actions et des démarches. Elle cherche ainsi à influencer les décisions en intégrant divers points de vue et en veillant plus particulièrement aux acteur.trice.s généralement oublié.e.s. Pour ce faire, Periferia analyse différentes pratiques. Parmi ses études en ligne, nous avons pointé celle sur l'incidence politique. En effet, dans les actions citoyennes et les processus de participation, on se demande souvent si les actions menées «arrivent à faire changer quelque chose». Le terme «incidence» cherche à «mettre le doigt sur les transformations qu'une action sociale parvient à atteindre, que ce soit au niveau de l'évolution des relations entre les acteur.trice.s, des modes de faire, des perceptions des uns et des autres, des comportements individuels et postures...en considérant l'ensemble des répercussions que cette action a, de manière directe comme indirecte». Elle semble particulièrement intéressante dans sa prise en compte des «transformations profondes des consciences collectives et individuelles». ■

Éducation populaire et Université: *des liens et des étincelles*

PAR WILLIAM TOURNIER, L'ÉTINCELLE¹

Fruit d'un travail collectif², cet article s'est référé à la méthodologie pratiquée dans nos formations, volontairement radicales et pragmatiques, à la croisée d'un entraînement mental hérité de la Résistance française et d'une pédagogie émancipatrice brésilienne: partir du réel et des conditions matérielles d'existence pour penser, analyser, exprimer et réaliser des utopies, pour transformer la société.

NOMMER LES CONTRADICTIONS

À l'Université aujourd'hui, il est possible d'enseigner l'esprit critique, l'analyse des rapports sociaux et des mécanismes de domination à des étudiant.e.s venu.e.s pour certain.e.s de milieux populaires. Certains ont ainsi pris conscience de leur place dans une société profondément inégalitaire. Prendre acte des inégalités est un premier pas, en comprendre les mécanismes un second. L'étape suivante doit mener logiquement à l'action et la transformation. Là, apparaissent les contradictions, à travers la forme même de l'enseignement, une transmission bancaire³ d'un savoir descendant et une évaluation normative par l'auteur.e du contenu de formation⁴. Ce qui conduit à la reproduction des formes de dominations enseignées. Mais sans pour autant «jeter le bébé avec l'eau du bain», notre projet est de transmettre sans dominer et d'accompagner la production de savoirs par la création d'espaces pour s'instruire en commun. Les théories critiques et les grilles d'analyses sociologiques des rapports sociaux permettent de comprendre ce qui nous détermine et d'agir sur ceux-ci. Mais l'Agir ne fait pas partie du vocabulaire légitime de l'Université. C'est pourquoi nous avons

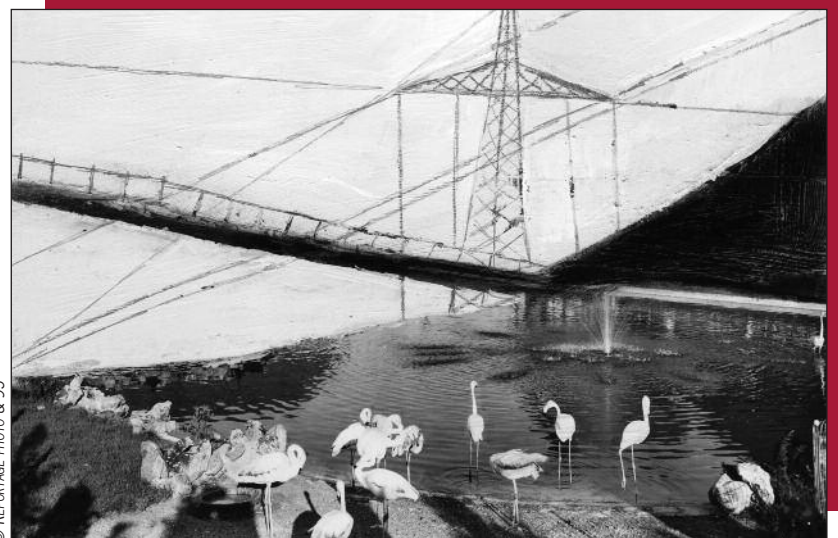
choisi d'en sortir pour un temps. Las.se d'étudier sans pouvoir transformer et conscient.e.s des limites du savoir, nous nous sommes dirigé.e.s vers des praticien.ne.s issu.e.s du champ de la formation professionnelle et de l'éducation populaire.

Éducation permanente, continue, populaire ou tout au long de la vie? Malgré que les définitions fluctuent autour de la frontière ardennaise, l'«*éducation populaire*» a été préférée par la sensibilité⁵ de son approche des rapports sociaux et aux enjeux du politique depuis l'essor de la SCOP du Pavé⁶. C'est à travers leur essaimage que la pratique d'enseignement universitaire a été déplacée vers des espaces formatifs au paradigme éducatif sensiblement différent. Rejoignant des pratiques rencontrées en Science de l'éducation, des pédagogies alternatives fondées sur la coopération, des méthodes inductives s'appuyant sur les récits de vie⁷, des lectures collectives et affectées héritées du mouvement ouvrier⁸..., nous nous sommes inspirés de ces outils et méthodes inventées pour déborder le cadre reproductif et inégalitaire de l'enseignement scolaire.

Cependant, la formation professionnelle est circonscrite à un espace-

temps différent de celui des études supérieures «classiques». L'avantage est l'accessibilité pour des travailleur.se.s pendant leur temps de travail, mais c'en est aussi la faiblesse, une temporalité réduite et un cout d'entrée plus élevé qu'en formation initiale. L'implication intellectuelle et émotionnelle n'est pas comparable entre une formation longue de plusieurs années et une centaine d'heures réparties sur plusieurs mois. Mais elle répond à des besoins de formation ou, du moins, à des temporalités différents: celles de professionnel.le.s souhaitant investir des espaces d'analyse et de réflexivité pour penser politiquement leurs métiers. La limite se pose alors pour celles et ceux qui se situent hors d'un champ professionnel institué, hors de l'emploi ou simplement trop jeunes.

Lors de l'enquête conscientisante de 2013, les coopératrices ont désigné leurs publics comme principalement des «*intermédiaires*»⁹, c'est-à-dire des encadrant.e.s, des employé.e.s travaillant l'humain¹⁰. Si cette catégorisation permet de penser politiquement leur rôle et leurs actions, elle renvoie à la problématique du rôle politique de l'Université dans la formation de ses encadrant.e.s. En



© REPORTAGE PHOTO & 95

tant qu'institution chargée de l'enseignement supérieur, elle prend en charge leur formation initiale¹¹, mais aussi une partie de la formation professionnelle via les services de formation continue. Ne serait-ce pas le lieu pour former «autrement» ces intermédiaires?

Notre situation concrète insatisfaisante est donc le souhait de «produire et transmettre, sans dominer, une culture critique et des savoirs émancipateurs visant à transformer les rapports sociaux pour instituer de l'égalité en s'appuyant sur l'Université, pour former de nouveaux professionnels de l'action sociale et culturelle».

PROBLÉMATISER ET ANALYSER

La méthodologie que nous qualifions de «Clinique de transformation sociale» a permis d'identifier ce qui pose problème dans la situation énoncée. Une recherche-action a été lancée en coopération avec les étudiant.e.s du Master de sociologie META¹². Après avoir expérimenté des outils d'éducation populaire

et rencontré l'association *La Trouvaille*, les étudiant.e.s ont repris la précédente situation et ont formulé une nouvelle problématique: «Dans quelles conditions la transmission de pratiques d'éducation populaire émancipatrices est-elle compatible avec l'institution universitaire?»¹³.

L'analyse des entretiens et des observations ouvre des perspectives et transforme certains questionnements: «L'éducation populaire à l'Université est possible à condition qu'elle ne reproduise pas les méthodes universitaires, la violence du système scolaire.» Au vu de notre situation de départ, cette affirmation ne fait que renforcer notre positionnement sur la question méthodologique tout en appuyant sur la vigilance nécessaire vis-à-vis de la posture de formateur.trice. Dans l'esprit des formations «Éducation populaire et transformation sociale», il s'agit de multiplier les allers-retours entre théorie et pratique, de favoriser les outils coopératifs sans renier les apports théoriques mais en les mâtinant de l'expérience pour favoriser l'émergence de questionnements existentiels impliqués et impliquants. Travail en sous-groupes et consignes autobiographiques initient à l'art de s'instruire en commun tout en nommant les conflits qui nous traversent.

«L'éducation populaire comme objet de formation, oui, mais seulement dans une visée de transformation sociale, pour ne pas recréer des élites désincarnées». De là, provient la centralité de notre «clinique de transformation sociale»: pour limiter le risque d'une formation hors-sol, qui renverrait les stagiaires à une forme d'isolement sur leur terrain, il s'agit de favoriser un aller/retour avec son terrain dans lequel on pourrait réaliser une tentative¹⁴. À chaque rassemblement, un temps et un espace propices à l'expression de cette tentative sont dégagés, pour identifier les freins structurels et matériels. Il s'agit de comprendre ses erreurs et d'affiner sa stratégie. Dans le même esprit, le primat des rapports sociaux sur les volontés individuelles est affirmé comme postulat de départ, nous appuyant sur la légitimité scientifique d'une formation inscrite dans les sciences sociales.

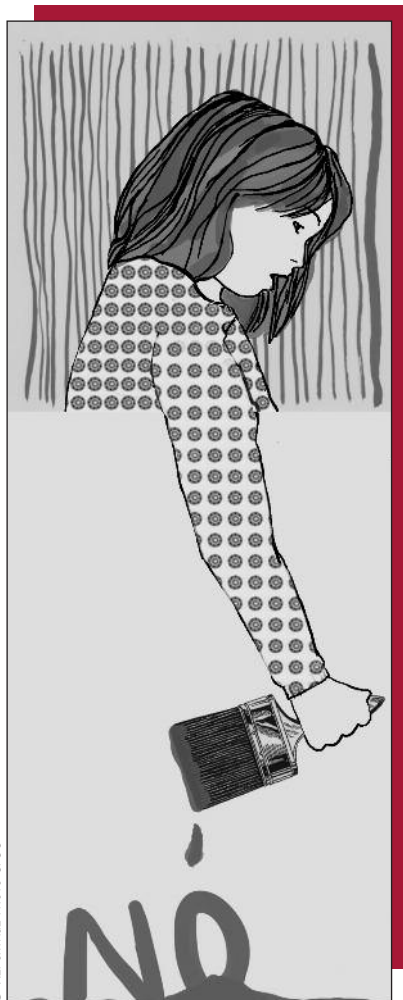
«Certifier des savoirs issus de l'éducation populaire? C'est aussi important que dangereux, les diplômes, ça compte...» En effet, contrairement à un discours véhiculé, notamment par les universités populaires¹⁵, les enfants des classes populaires connaissent pertinemment le poids représenté par le capital culturel institué¹⁶, notamment sur le marché du travail, dans la reconnaissance et la va-

lorisation sociale des individus. C'est, sans doute, dangereux de donner une certification à quelques-un.e.s, au risque de dévaloriser ceux.celles qui n'auraient pas le diplôme. Mais, pour autant, l'enjeu n'est-il pas éminemment politique dans la reconnaissance d'une légitimité professionnelle à celles et ceux qui tentent, concrètement et scrupuleusement, de créer de l'égalité?

«Former des professionnel.le.s critiques et engagé.e.s, c'est chouette mais après, il faut qu'ils et elles puissent pratiquer un métier, vivre de leur travail». Il est ainsi possible de s'approprier la question de la professionnalisation et de l'employabilité sans pour autant s'embarquer dans le marais des débouchés et des grilles de compétences. Pour cela, travail et emploi sont nettement distingués¹⁷. L'employabilité relevant du domaine de l'emploi renvoie aux besoins impérieux d'employeurs en quête d'une main-d'œuvre compétente pour augmenter la rentabilité. Le travail ne s'embarasse pas du lien de subordination avec un propriétaire, le travail est illimité et n'est qu'affaire de production, par des producteur.trice.s qui mobilisent des savoir-faire. La finalité de la formation est d'accroître la puissance d'agir des travailleur.euse.s¹⁸ par le renforcement et le développement d'un savoir-faire dont ils.elles sont déjà, en partie, dépositaires. Il est important de valoriser le déjà-là pour produire quelque chose de nouveau par rapport à leurs connaissances. Il est bien sûr hors de question de nier la nécessité économique qu'induit le chômage de masse, cependant, il est vital de déplacer la question pour ne pas s'enfermer dans la conception de l'emploi de l'État et des entreprises capitalistes.

UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE POUR TENTER ET AGIR

Après avoir identifié et problématisé le réel insatisfaisant pour l'analyser, voici le temps de l'action, ou plus humblement, de la tentative, avec le développement du Diplôme universitaire sous la forme d'un certificat universitaire (CU). Selon la logique de la modularisation pratiquée en Sciences de l'éducation, l'Unité d'Enseignement pré-existante dans le master META a été renforcée pour la rendre éligible à la formation professionnelle. Le volume actuel est de 54 heures en salle, réparties sur trois rassemblements mensuels. Sont ajoutés de nombreux temps d'accompagnement individuel, la participation à des événements thématiques, des ateliers hors les murs et des moments conviviaux. Prioriser l'expression et l'analyse des tentatives en partant des enjeux des participant.e.s a été





favorisé. Le temps de la clinique se tresse avec celui de la découverte de pratiques alternatives.

Au vu de la sociologie des publics participants à ce CU, les quatre axes prioritaires sont:

- **Renforcer les pratiques d'éducation populaire:** initiation à l'utilisation des récits de vie¹⁹ assumer un point de vue situé dans sa pratique pédagogique afin de produire collectivement du savoir²⁰.

- **Politiser le travail social:** découverte de l'organisation communautaire²¹, comment placer réellement les premier.ère.s concerné.e.s et leurs intérêts au cœur de l'action?

- **Développer un travail politique de la culture;** ou comment changer les registres d'intervention dans les espaces publics, se réapproprier le théâtre et la création artistique par le théâtre de l'opprimé²² et les conférences gesticulées²³.

- **Pratiquer l'intersectionnalité;** situer sa parole et son action au sein des rapports sociaux et savoir se positionner en tant qu'allié.e ou concerné.e, comprendre sans excuser pour transformer les inégalités²⁴.

Sans se contraindre à l'injonction d'évaluation, il nous semble important de proposer des formes de productions pour acter la fin du cycle, d'une part, mais aussi pour induire une trace de réflexivité formalisée, comme autant de matériaux qui serviront à l'analyse de notre propre tentative. Les stagiaires auront ainsi l'occasion de s'éprouver en créant. Chacun.e doit produire un écrit et un oral: un rapport de tentative de transformation sociale, en lien avec les tâtonnements de la clinique retraçant les différentes étapes de la formulation et de la stratégie élaborée face aux différentes problématiques soulevées, en passant par les tactiques mises en œuvre et l'analyse des freins rencontrés. Inspiré de la

conférence gesticulée, l'oral permet de raconter son parcours par rapport à la formation et ses acquis. Le tout en tressant les savoirs expérientiels, existentiels, théoriques, critiques... glanés en formation ou ailleurs dans sa vie.

La formation valide l'équivalent de six ECTS (crédits universitaires) et permet à des personnes dépourvues du baccalauréat de reprendre des études de niveau master avec une validation des acquis de l'expérience (VAE). Toutes les productions seront archivées. Avec l'achèvement du temps de la formation, un retour sur cette expérience nous paraît important pour nous contraindre à la production d'analyses de nos propres tentatives et des contradictions inhérentes.

OUVRIR L'ESPACE DES POSSIBLES

La première promotion s'achèvera à l'heure où cet article paraîtra. Nous ne savons pas si notre proposition est pertinente mais nous sommes simplement convaincus de sa légitimité. Dans un contexte violent et inégalitaire, il n'y a plus d'autre choix que d'essayer d'ouvrir des failles dans un système d'une cohérence *a priori* implacable. Aujourd'hui à Lille, hier à Rennes, demain peut-être à Tours ou à Bruxelles, l'éducation populaire semble prête à réinvestir l'Université pour mieux essayer, questionner et nourrir le politique, le social et le culturel. Armés de nouveaux outils et questions, mais aussi de nouveaux alliés.e.s, les personnes accompagnées ont appris à faire réseau, recréer de la communauté là où les champs professionnels nous cloisonnent et nous isolent. «Du possible sinon j'étouffe» répète un ami. Nous vivons une séquence historique où tous les pouvoirs s'accordent pour nous persuader de l'absence d'alternative. Et pourtant, nous sommes là, debout, à la fois témoins et incarnations

de d'un autre monde possible. Et si nous avons cette furieuse et tranquille conviction, alors, nous avons le devoir d'agir. Et puis, si nous ne croyons pas les gens capables de s'exprimer, de penser et de décider ensemble, quel est alors l'intérêt de croire en la démocratie? ■

1. L'étincelle est une coopérative d'artisan.e.s de l'éducation populaire et politique basée à Lille. Pour info: <http://l-etincelle.fr>
2. Les membres de la coopérative L'étincelle et notre alliée Léna de *La petite filature*
3. Métaphore du transfert de fond, sachant vers ignorant, comme domination par le savoir, dans Paolo FREIRE, *L'éducation, pratique de la liberté*, Édition du cerf, 1971.
4. Charlotte NORDMANN, *La Fabrique de l'impissance, t. 2: L'école entre émancipation et domination*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.
5. Frédéric CHATAIGNER, *L'éducation populaire, les deux ou trois vies d'une formule*, Thèse en Science politique, Strasbourg, 2012.
6. Le Pavé est la première coopérative d'éducation populaire en France assumant la dimension politique de transformation sociale. www.lepave.org
7. «Récits de vie», dans *Cahier du Pavé*, 2014.
8. Méthode de l'Arpentage (Jacques RANCIÈRE, *La nuit des prolétaires*, Paris, Flammarion, 2007.)
9. William TOURNIER, *Enquête dans une SCOP d'éducation populaire*, Mémoire master en sociologie, Université de Lille, 2013, p. 85.
10. Alain BIHR, *Rapports sociaux de classe*, Lausanne, Éd. Page deux, 2012, p. 2.
11. Dans les filières Licence - Master - Doctorat (sociologie, psychologie, sciences de l'éducation...) et dans les Instituts universitaires et technologiques (carrière sociale, animation socio-culturelle...)
12. Master de sociologie, Cours «Métier de l'expertise du travail et des associations», Faculté des Sciences économiques et sociales, Lille 1.
13. *Étude de faisabilité pour la création d'un Diplôme universitaire d'éducation populaire et de transformation sociale*. Enquête collective sous la dir. de Séverin MULLER, mars 2017.
14. Terme faisant référence à la démarche du pédagogue français Fernand Deligny affirmant le caractère expérimental de la pédagogie.
15. Joakim REBECCA, *Université Populaire, pour quels usages du savoir?*, Archives du Pavé, 2012.
16. Pierre BOURDIEU, «Les trois états du capital culturel», dans *Actes de la recherche en Sciences sociales*, 1979.
17. Bernard FRIOT, *Émanciper le travail*, Paris, La Dispute, 2014.
18. Pierre ROCHE, *La puissance d'agir au travail. Recherches et interventions cliniques*, Toulouse, Érès, 2016.
19. Hélène HAGEL, *De la domination au changement, espace de formation et émancipation*, mémoire Science de l'éducation, Tours, 2016.
20. Alexia MORVAN, «Épreuve d'éducation populaire politique au Pavé. Retour critique sur une pratique du récit de vie», dans *Agora*, n°76, 2017.
21. Julien TALPIN, *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Raison d'agir, 2016.
22. Clément POUTOT, *Le théâtre de l'opprimé: matrice symbolique de l'espace public*, Sciences de l'Homme et Société, Université de Caen, 2015.
23. William TOURNIER, *La conférence gesticulée comme travail politique de la culture. Mémoire de master 2 sociologie, Université de Lille, FSES, 2014.*
24. Intervention de Jessy CORMONT (Collectif Manouchian, *Dictionnaire des dominations de classe, de race, de sexe*, Syllepse, 2012).

Vers la reconnaissance des violences de genre au travail

PAR ZOË MAUS,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE

En octobre dernier, 70 déléguées d'organisations du monde entier, affiliées à la CSI, la Confédération Syndicale Internationale, (à laquelle la CSC appartient), se réunissaient au Costa Rica, pour évaluer la situation des travailleuses dans le monde lors de la 3^{ème} Conférence mondiale des femmes. Les deux premières avaient eu lieu à Bruxelles en 2009 et à Dakar en 2013. Ces conférences sont le signe de la reconnaissance par le monde syndical de l'égalité de genre comme un enjeu primordial, à prendre en compte pour atteindre la justice sociale. Cette année, les militantes ont axé leurs discussions autour du «travail décent, de l'égalité des sexes et de la lutte contre le travail précaire». Pour la directrice du Département égalité de la CSI, le contexte international de crise économique et de l'emploi accentue les inégalités sociales et économiques qui ont des répercussions particulières sur les femmes, de plus en plus victimes de misogynie, de harcèlement et de violences sur le lieu de travail et sur le chemin du travail. Dans leur déclaration, les femmes de la CSI soulignent que «la voie à suivre pour atteindre la paix, la liberté et la démocratie, et l'avenir du travail tel qu'elles le veulent, commence par la solidarité, l'égalité et la rupture du cycle du patriarcat et de la misogynie. Elle passe également par la mobilisation des femmes»¹. Lutter contre les multiples formes de violences envers les femmes est un autre axe de cette déclaration: ces violences représentent un problème structurel international, qui s'accompagnent de salaires moindres, d'un manque de représentation et de valorisation ainsi que de nombreuses discriminations professionnelles.

L'objectif de cette assemblée des femmes était, entre autres, de rassembler des représentant.e.s syndicaux des quatre coins du globe mais également de préparer la prochaine session de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui aura lieu en juin 2018 et juin 2020. Une des sessions sera consacrée à «la violence et le harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail (action normative, double discussion)».

Avant la Conférence, la CSC-ACV a organisé un séminaire sur un instrument normatif sur les violences et harcèlement dans le monde du travail, pour préparer la position à défendre lors de la Conférence Internationale de Genève (à l'OIT). Pour la première fois, ce «side event» est organisé par les différents syndicats belges et leurs partenaires du Sud. Il a permis d'élaborer des stratégies syndicales touchant trois thématiques: l'égalité de genre et l'action d'un syndicat, l'accès au droit à la protection sociale, la transition vers l'économie formelle. Ces stratégies ont été élaborées en tenant compte des réalités des travailleuses du Sud particulièrement confrontées à ces trois thématiques.

DES TÉMOIGNAGES ACCABLANTS

Lors du rassemblement de San José, de nombreuses femmes ont témoigné de leur réalité, qu'elles soient travailleuses venant du RDCongo dénonçant les violences sexuelles auxquelles elles sont confrontées chez elles mais également sur le chemin du travail, ou des travailleuses palestiniennes qui souffrent deux fois plus, car, en temps de guerre, la violence domestique y a été «naturalisée». En Indonésie, les femmes sont confrontées au système patriarcal (exclusion des héritages, inégalités dans la répartition des tâches, violences dans les transports) et aux violences domestiques fréquentes, souvent tues. Chez nous, la situation n'est malheureusement



© REPORTAGE PHOTO & 95

pas rose. Selon une enquête de METEACSC, de nombreuses femmes, notamment dans le secteur du nettoyage, sont confrontées, sur leur lieu de travail, au harcèlement.

Ces témoignages montrent l'importance de disposer de syndicats et d'organisations de femmes forts, constituant de réels contre-pouvoirs pouvant exiger la mise en œuvre de législations respectueuses de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les syndicats doivent être capables de conscientiser, former et accompagner les travailleuses dans les dénonciations de leurs conditions de travail mais aussi face aux violences vécues. Il importe aussi d'organiser et conscientiser les femmes pour comprendre le rôle des syndicats.

CHANGER À L'INTÉRIEUR POUR MIEUX DÉFENDRE LES DROITS À L'EXTÉRIEUR

Les rôles des syndicats sont multiples: œuvrer à un changement organisationnel dans leurs propres structures, qui sont elles-mêmes parfois à la traîne dans la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes mais aussi dans la place accordée aux femmes; adopter et mettre en œuvre une réelle politique d'égalité entre les femmes et les hommes; mener des campagnes de sensibilisation au genre et des formations sur l'égalité entre les sexes. Pour cerner la diversité des femmes et des situations, des formations doivent être proposées pour percevoir l'importance de l'approche intersectionnelle. Une attention doit également être accordée à l'implication des femmes syndicalistes dans tous les combats. Par ailleurs, des services pour les femmes doivent aussi être mis en place, pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes par le biais du dialogue social et du plaidoyer en faveur d'une amélioration du cadre juridique, des politiques et des programmes. Ceux-ci devraient



prendre en compte les problèmes et inquiétudes des femmes, notamment pour les plus vulnérables et dans les secteurs les plus précaires (zones franches, travailleuses migrantes, travail informel). Pour mener conjointement ces actions, des alliances doivent être créées entre les mouvements de femmes et les autorités publiques, mais aussi par la formation de réseaux nationaux et régionaux de femmes syndicalistes.

UNE CONVENTION ET UNE RÉSOLUTION CONTRAIGNANTE À L'OIT

Parmi ces institutions, l'OIT joue un rôle crucial, grâce notamment à sa composition tripartite. Les femmes, réunies lors de la Conférence des femmes de la CSI, s'engagent, tout comme la CSC-ACV, à faire pression sur tous les gouvernements pour qu'ils signent, en juin 2018, une Convention de l'OIT assortie d'une recommandation². Les syndicats belges se rendront à Genève avec des revendications intégrant différents points à cette convention: développer une approche de genre et une analyse des relations de pouvoir inégales comme cause structurelle de la violence fondée sur le genre; la reconnaissance de l'impact de la violence domestique sur le travail et le rôle des syndicats et des employeurs dans sa dénonciation; l'importance du dialogue social et des conventions collectives dans la prévention des violences et du harcèlement; la reconnaissance du rôle proactif d'une inspection du travail ayant une approche genre; la mise en place de procédures et mécanismes de plaintes claires et accessibles. Par ailleurs, une attention particulière doit être accordée aux plus vulnérables, comme les travailleuses de l'économie informelle. Ces revendications sont assorties d'une exigence de formation et de sensibilisation des gouvernements, des travailleurs.se.s et des employeur.se.s, mais aussi en rendant disponibles les données visibilisant la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Pour les femmes de la CSI réunies au Costa Rica, c'est en établissant cette convention à l'OIT que tous les objectifs syndicaux en matière d'égalité, de dignité, de respect et de sécurité des travailleuses pourront être atteints. ■

1. *Conclusions et engagements de l'Assemblée de syndicalisation des femmes de la CSI, réunie à San José (Costa Rica), du 11 au 13 octobre 2017.*
 2. Les syndicats ont aussi pour objectif que les résolutions et conventions déjà adoptées soient effectivement mises en œuvre, notamment celles sur l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale (Convention n°100), la non-discrimination (n°111), le travail décent pour les travailleuses et les travailleurs domestiques (n°183).

96^e Semaine Sociale du Mouvement Ouvrier Chrétien

L'état de la démocratie

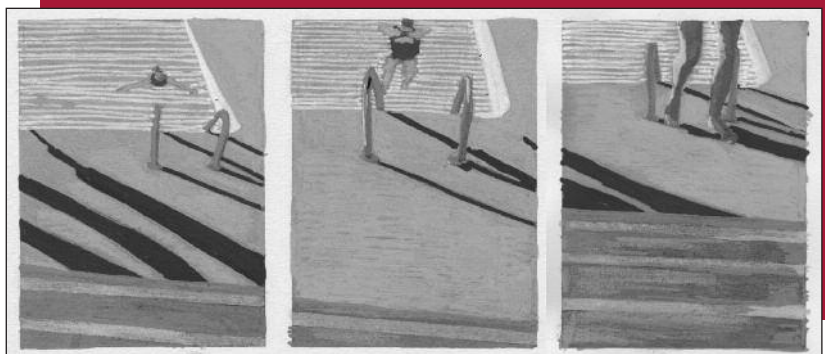
La démocratie se veut un mode de décision s'accordant avec le point de vue d'une majorité dans le respect des minorités. Chez nous, cela s'incarne par l'élection d'un collectif de politiques représentatifs en dialogue avec la société civile organisée. Aujourd'hui, le désenchantement est là: nombreux sont les citoyens qui se mettent en retrait; la complexité du monde ouvre l'espace de la décision à des technocrates non élus; en contrepoint, les populismes font dans le simplisme et la démagogie; l'interaction avec la société civile organisée est grippée. Toutes ces pathologies sont traversées par une même grande question: à quelles conditions les décisions de biens publics peuvent-elles être tout à la fois efficaces et légitimes?

PROGRAMME:

Jeudi 12 avril

- Démocratie et pouvoir d'agir en démocratie (Pierre Georis, Secrétaire général du MOC)
- (In)capacités citoyennes (Jean De Munck, CRIDIS, UCL)
- Le décideur, l'expert et le citoyen (Baptiste Campion, IHECS)

DATES: 12 ET 13 AVRIL 2018
LIEU: CEME RUE DES FRANÇAIS 147
 À 6020 CHARLEROI (DAMPREMY)
INFOS ET INSCRIPTION: MARIA VASQUEZ
 TÉL: 02/246.38.01 - MAIL: MARIA.VASQUEZ@MOC.BE
[HTTP://MOC.BE](http://moc.be)
 A RÉÉCOUTER EN PODCASTS SUR RADIO 27
 ([HTTP://WWW.RADIO27.BE](http://www.radio27.be)) ET SUR FONDATION TRAVAIL-UNIVERSITÉ ([WWW.FTU.BE/INDEX.PHP/SEMAINE-SOCIALE](http://www.ftu.be/index.php/semaine-sociale)).





TAM TAM

pour un autre modèle de société

Les politiques néolibérales et d'austérité creusent les inégalités entre les citoyens et provoquent des dégâts sociaux irrémédiables: exclusion du chômage, précarisation du travail, accès restreint à la justice, augmentation des coûts des soins de santé,...

Orchestrée par *Tout Autre chose* et regroupant une septantaine d'associations, syndicats et mutuelles, notamment le MOC et ses organisations constitutives, TAM TAM est une vaste campagne nationale d'information et de sensibilisation pour dénoncer les conséquences des politiques néolibérales. Son objectif est d'aborder et d'analyser, de manière critique et scientifique, les répercussions des mesures politiques prises par le gouvernement sur la santé, la justice, le travail, la fiscalité et l'environnement, afin d'éveiller les consciences citoyennes. En février, la première thématique a été lancée autour des soins de santé avec un dossier d'informations et une vidéo pédagogique très bien documentée: www.youtube.com/watch?v=m2VdsJYX3pU. D'autres visuels et témoignages sur cette même thématique seront aussi proposés comme outils de sensibilisation. Cette campagne invite aussi les citoyens à se rassembler pour dire non aux politiques néolibérales. À ce propos, différentes activités sont prévues. ■

POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA CAMPAGNE:
WWW.CAMPAGNETAMTAM.BE

Envie de reprendre des études universitaires?

La Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES-UCL) propose un master universitaire, adapté aux adultes, en politique économique et sociale, accessible sur base de l'expérience professionnelle (Valorisation des acquis de l'expérience) ou avec un diplôme de niveau bachelier. La formation se déroule, à horaire décalé, à **Charleroi** (samedi et un soir par semaine), à **Louvain-la-Neuve** (jeudi et un soir par semaine). Adaptée aux adultes qui reprennent des études et bénéficiant de congés éducation ou de formation, la formation propose un accompagnement spécifique.

Si vous désirez

- comprendre les enjeux économiques et sociaux qui se posent à la société contemporaine,
 - analyser les politiques mises en œuvre par les acteurs économiques, politiques et sociaux,
 - élaborer avec d'autres des projets et des propositions dans un cadre universitaire,
- la FOPES vous transmettra des outils à la réflexion et à l'innovation. ■

SÉANCES D'INFORMATION: LES 18 AVRIL ET 24 MAI À 18H00

[HTTPS://UCLouvain.be/fr/facultes/espo/fopes/seances-d-information.html](https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes/seances-d-information.html)

LIEU: RUE PLETINCKX, 19 1000 BRUXELLES

INFORMATIONS: SECURITARIAT FOPES
CHANTAL GRANDMAIRE - TÉL.: 010/47 39 08

MAIL: CHANTAL.GRANDMAIRE@UCLouvain.be
WWW.UCLouvain.be/fopes

Réforme de la gouvernance du système scolaire

L'ambition du *Pacte pour un enseignement d'excellence* est de faire évoluer l'école pour améliorer significativement, dans les 15 prochaines années, son degré d'équité et d'efficacité. Il préconise la mise en œuvre d'un nombre considérable de mesures, interdépendantes les unes des autres, et qui, prises dans leur ensemble, annoncent une réforme profonde du système éducatif. L'un de ses axes principaux porte sur l'implémentation progressive d'une nouvelle forme de gouvernance du système éducatif. Cette approche de la gouvernance scolaire entend promouvoir «une responsabilisation renforcée des acteurs de l'enseignement par rapport à ses résultats, en dehors de toute logique bureaucratique», s'articule autour d'un certain nombre de principes et conduit également à une approche considérablement renouvelée des divers métiers de l'enseignement. Quelles sont les principales lignes de force de cette réforme de la gouvernance du système éducatif? Dans quelle mesure et à quelle(s) condition(s) ce nouveau modèle de gouvernance peut-il favoriser davantage d'égalité et d'efficacité scolaire? Quels sont ses avantages supposés? Quelles sont ses limites éventuelles? Qu'en pensent les acteurs de l'école? Ces questions seront abordées lors de la matinée d'étude, organisée par le Groupe de travail «Enseignement» du CIEP-MOC et la CSC-Enseignement. ■

DATE: 27 AVRIL 2018

LIEU: CSC BOUGE CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 510 À NAMUR

PAF: GRATUIT

PROGRAMME ET INSCRIPTION (OBLIGATOIRE):
WWW.CIEP.BE

Devenir cadre dans le secteur non marchand, pourquoi pas vous?

Le Master en ingénierie et action sociales prépare à des fonctions de cadre dans le non marchand. Cette formation reconnue par les milieux professionnels ouvrira un nouveau cycle en septembre 2018 sur le site de Louvain-la-Neuve. Dispensée sur deux ans, les cours sont organisés les jeudis (16h à 20h) et vendredis (9h à 18h) avec quelques samedis. ■

DATES DES SÉANCES D'INFORMATION: MIAS LLN-NAMUR

INFO: MAIL: NATHALIE.CALVI@MIAS-LLN-NAMUR.BE - TÉL.: 0497/433.434 - WWW.MIAS-LLN-NAMUR.BE



© REPORTAGE PHOTO & 95

SOYEZ PRÊTE

Prenez quinze minutes pour vous reposer afin d'être détendue lorsqu'il rentre. Retouchez votre maquillage, mettez un ruban dans vos cheveux et soyez fraîche et avenante. Il a passé la journée en compagnie de gens surchargés de soucis et de travail. Soyez enjouée et un peu plus intéressante que ces derniers. Sa dure journée a besoin d'être égayée et c'est un de vos devoirs de faire en sorte que le soit.

Défi sportif et solidaire pour la campagne



Le 27 mai prochain aura lieu l'édition 2018 des 20 Kms de Bruxelles, auxquels participe, depuis plusieurs années, Solidarité mondiale (WSM). Les inscriptions pour rejoindre l'équipe de WSM sont déjà lancées et se clôturent le 15 mars. À partir du 24 mars, les coureurs peuvent toujours s'inscrire individuellement tout en soutenant l'équipe de WSM: il suffit de signaler, lors de leur inscription, leur désir de faire partie de cette équipe. Cette année, les coureurs des 20kms de Bruxelles soutiendront la campagne «Vêtements Clean» (www.vetements-clean.be) et les partenaires des filières textiles de WSM basés au Bangladesh, au Cambodge et en Indonésie. ■



INFOS: WWW.SOLMOND.BE/

Carton rouge pour le Black

Lancée début mars en opposition au «contrat associatif», cette campagne dénonce la création par le gouvernement fédéral d'un sous-statut pour le non marchand et l'économie collaborative, ainsi que la mise en place du «travail associatif» avec de «contrats» sans cotisations sociales et sans précompte professionnel. De nombreux acteurs de l'associatif s'opposent à cette déprofessionnalisation, à la marchandisation du secteur et à la ringardisation du bénévolat. Signez la pétition:



www.change.org/p/carton-rouge-au-travail-en-black

POUR EN SAVOIR PLUS: WWW.50NUANCESDEBLACK.BE
 VIDÉO: [HTTPS://VIMEO.COM/259129833](https://vimeo.com/259129833)

Faire mieux que l'école en Éducation Populaire?¹

PAR JACQUES CORNET,
 PRÉSIDENT DU CGÉ

L'école en FWB renforce les inégalités sociales par l'échec et la relégation des enfants de milieux populaires. Comment comprendre ces résultats? L'Éducation Permanente et l'ISCO en particulier peuvent-ils mieux faire?

On oublie un peu trop facilement que la fonction de l'école n'est pas seulement l'instruction, l'éducation, la socialisation et la formation de tous les jeunes. On oublie que l'école remplit également une autre fonction: la distribution et la légitimation d'accès à des places rares et inégales. Dans le cadre de sa fonction manifeste d'instruction et d'éducation, l'échec scolaire en général, et en particulier celui des enfants de familles populaires, est un dysfonctionnement, un problème à résoudre. Mais - et c'est dramatique de l'écrire - dans le cadre de sa fonction latente de reproduction sociale, l'échec scolaire agit, au contraire, comme une solution, un excellent filtre à maintenir absolument²...

Comment ce fonctionnement opère-t-il? Comment comprendre l'échec et la relégation des enfants et jeunes de milieux populaires? Nous proposons de retenir trois grands types de facteurs explicatifs: des facteurs politiques, des facteurs pédagogiques et des facteurs sociaux. Ces facteurs jouent-ils également un rôle en éducation populaire?

FACTEURS POLITIQUES

L'environnement social et économique de l'école évolue de telle manière que cette fonction de reproduction sociale

l'emporte toujours davantage sur sa fonction d'instruction et d'éducation. Ainsi, la valeur d'échange des diplômes l'emporte toujours plus sur la valeur d'usage des apprentissages. Et cela, pour plusieurs raisons:

- L'évolution socio-économique et la lutte des places

L'évolution du marché de l'emploi maintient, d'une part, depuis 40 ans, un volant de chômage³ de plus ou moins 15% et, d'autre part, elle accroît les écarts entre emplois dévalorisés et emplois survalorisés, et cela, indépendamment de leur utilité sociale. Au nom de la compétitivité, la lutte des places se généralise et commence toujours plus tôt à l'école, car on considère que la trajectoire sociale de chacun.e dépend de sa trajectoire scolaire.

Pour la première fois depuis plusieurs générations, les parents craignent, à juste titre, que la situation sociale et les conditions de vie de leurs enfants, qui sont moins nombreux et plus «choisis», ne soient moins bonnes que les leurs et que le progrès social intergénérationnel ne s'inverse. Ce climat d'incertitude écologique, sociale et économique crée une angoisse très forte chez ceux de la classe moyenne et les pousse à développer des stratégies scolaires les plus favorables possible pour leurs propres enfants et, donc, logiquement préjudiciables aux autres enfants.

- Lutte des places et quasi-marché scolaire

Chaque famille entre dans cette lutte des places avec les ressources sociales, économiques et culturelles dont elle dispose et dans le cadre d'une certaine organisation de l'école que connaît la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Une organisation, très rare au monde, puisque pour des raisons historiques, les pouvoirs publics ont renoncé à leur prérogative éducative et accordé, coulée dans

les textes (Constitution et Pacte scolaire), la double liberté pédagogique. Cette double liberté pédagogique comprend la liberté de l'offre pédagogique des différents pouvoirs organisateurs (PO) et la liberté de la demande pédagogique des parents. Cette double liberté crée ainsi une organisation scolaire régulée par le marché. C'est cette double liberté qui explique que la FWB connaît la plus grande ségrégation sociale entre établissements de tous les pays de l'OCDE. En effet, ces libertés créent, en l'absence d'une régulation publique efficace impossible à installer dans ce cadre constitutionnel, un ajustement très fin entre une demande éducative spécifique et une offre éducative spécifique.

Un échevin de l'Instruction peut, par exemple, organiser dans sa commune une école à pédagogie dite active pour enfants de parents disposant d'un capital culturel supérieur à leur capital économique et une école très traditionnelle pour enfants de parents disposant d'un capital économique supérieur à leur capital culturel... On parle alors de «niches éducatives»⁴, d'écoles ghetto et d'écoles sanctuaires...

- Quasi-marché scolaire et inégalités de ressources

Dès l'école maternelle, les stratégies parentales jouent à fond et poussent à une ségrégation sociale sévère. Les enfants et jeunes de milieux populaires se retrouvent souvent regroupés dans les mêmes établissements. Des études montrent que, tous autres facteurs étant égaux par ailleurs, ce qui n'arrive qu'en conditions expérimentales contrôlées, c'est-à-dire jamais dans la réalité, l'hétérogénéité des classes n'a aucun impact sur l'efficacité et l'égalité des apprentissages. Ce sont donc des facteurs secondaires indirects qui jouent en cas de forte homogénéité sociale.

Le niveau social moyen des parents d'enfants fréquentant le même établissement a un effet indirect mais fort sur les ressources et les conditions de travail et d'apprentissages dans cet établissement: qualité des bâtiments, des infrastructures et des équipements, expertise et expérience des enseignants engagés, gestion et ajustement des flux par orientation et relégation, niveau des attentes et des exigences intellectuelles, gestion des relations et temps réel consacré aux apprentissages,... Les pauvres reçoivent un «pauvre» enseigne-

ment et les riches reçoivent un enseignement riche...

Les travaux du *Pacte d'Excellence* montrent qu'aujourd'hui, tous les acteurs.trice.s ont bien conscience des conséquences désastreuses liées au quasi-marché de l'enseignement. C'est pour cela que les pouvoirs publics, incapables de réguler directement le système, associent intelligemment tous les acteurs.trice.s (PO, associations de parents et syndicats enseignants) pour les pousser à s'auto-réguler. À cet égard, la responsabilité du SEGEC (enseignement catholique), acteur le plus fort du système, est grande: soutenu par les autres PO subsidiés, il maintient cette logique de marché en revendiquant continuellement sa liberté pédagogique constitutionnelle.

Ces facteurs politiques ne touchent pas l'Éducation permanente. La valeur d'échange du certificat ISCO pourrait difficilement être plus importante que la valeur d'usage des apprentissages réalisés.

FACTEURS PÉDAGOGIQUES

L'école participe et renforce, sans le vouloir et sans le savoir, les rapports de domination symbolique, producteurs de hontes et d'indignité sociales. Les psychopédagogues mettent en avant, avec raison, l'importance de l'estime de soi pour favoriser les apprentissages. En oubliant souvent que l'estime de soi dépend beaucoup de l'estime des autres; cette dernière étant davantage influencée par les rapports sociaux que par les relations humaines. L'école ne régule pas ces rapports sociaux pour garantir la dignité de tous et toutes, produisant de la honte pour les indignes. Et dans la honte, on est bien hors d'état d'apprendre.

- Hontes et conflits de loyauté

De nombreux facteurs interagissent dans cette production de hontes. Il y a d'abord la ségrégation sociale entre établissements. Aux boulots de merde ou pas de boulot du tout, aux quartiers pourris, aux logements insalubres, à la religion stigmatisée et/ou aux manières d'arriérés,... s'ajoutent les écoles poubelles, où «on va encore se taper la honte!». Cette mise à l'écart, cette ségrégation est ressentie comme telle très tôt par les jeunes.

Il y a ensuite dans les relations avec les enseignants, au mieux l'absence de reconnaissance, au pire les jugements dépréciateurs explicites. Et entre les deux, le plus fréquemment, des jugements dépréciateurs implicites, non conscients mais terriblement efficaces. Les enfants ressentent très tôt également cet écart

culturel infamant. Jouent aussi les relations avec les autres élèves, souvent cruelles, que les enseignant.e.s ne veulent ou ne peuvent réguler et qui rajoutent des hontes supplémentaires.

Il y a enfin les résultats scolaires, les évaluations négatives, malgré, la plupart du temps et en tout cas au début, des efforts importants de la part des élèves, une volonté de bien faire, de respecter les consignes et d'essayer d'avoir de bons points. Des résultats dont l'école, qui est officiellement garante de l'égalité des chances, leur fait porter l'entière responsabilité

La culture scolaire s'impose alors en concurrente de l'histoire familiale, c'est Eux ou Nous. L'enfant est pris très tôt dans un conflit de loyauté destructeur: être loyal à sa famille ou à l'école? ressembler à Madame ou à maman? Alors, l'enfant choisira d'échouer à l'école pour rester fidèle à son monde, pour défendre son identité mise en danger par l'école.

L'Éducation permanente échappe complètement à cet effet destructeur. En effet, la formation ISCO ou les initiatives d'éducation populaire sont fondées sur le projet inverse: créer, via la formation qui joue sur le collectif pour rendre justice à l'intelligence populaire, pour refaire de la dignité, pour se construire une identité fière (de classe?). C'est, à mon sens, ce qui en explique l'efficacité.

- Expériences familiales et expériences scolaires

Indépendamment des jugements et de la domination symbolique, mais s'y ajoutant, l'école ne permet pas aux enfants et aux jeunes de milieux populaires de développer des stratégies efficaces de travail scolaire. C'est comme si l'école poussait ces jeunes à développer des stratégies inefficaces. C'est tout le courant de recherches autour des rapports au savoir⁵.

Les conditions de vie et de travail (ou de non-travail) des parents, les différentes expériences vécues en famille, expériences de la langue et des relations, de l'écrit, des écrans, de l'autorité, du travail, d'usage des connaissances,... préparent les enfants à développer certaines attitudes, dispositions, stratégies vis-à-vis de ce qui va leur être proposé en classe. Des attitudes, dispositions, stratégies parfaitement adaptées à leur réalité sociale et qu'ils.elles sont cependant prêt.e.s à modifier si la réalité est autre.

Mais les enseignant.e.s, enferm.e.s dans leur propre réalité sociale, n'ont aucune conscience de ces différences de réalité, et sans s'en rendre compte, laissent croire aux enfants et aux jeunes que

leurs attitudes, dispositions, stratégies adaptées à leur réalité familiale sont celles attendues par l'école aussi. Les enseignant.e.s, sans s'en rendre compte, entretiennent des «malentendus» sur la signification, l'orientation et la valeur des activités scolaires.

- Rapports au savoir et malentendus scolaires

Ces malentendus sont nombreux et inévitables. Ce n'est que si l'enseignant.e est conscient.e de leur émergence permanente et que s'il.elle reste constamment vigilant.e pour les lever qu'il.elle pourra pousser les élèves à donner du sens aux activités scolaires et à apprendre. Néanmoins, deux grands malentendus sont récurrents et prévisibles: la confusion cognitif / normatif et la confusion processus / résultat.

Dans un certain monde du travail, la soumission aux règles est la condition de la réussite professionnelle. Dans ce cadre, l'enfant arrive à l'école avec l'injonction parentale: «*Écoute bien ton enseignant.e*». L'obéissance relativement passive est la condition de la réussite. L'enseignant.e va évidemment encourager cette attitude de soumission aux normes. Lors de la leçon de Français, l'important ne sera pas de comprendre ce qui est travaillé mais de bien noter à la bonne place les bons mots. Toute l'énergie de l'enfant est consacrée non pas à comprendre ce que l'instituteur.trice dit mais à bien faire ce qu'il.elle dit de faire et qui lui dit que «c'est bien!», de la même manière qu'il.elle dit «c'est bien!» à celui qui donne une réponse intelligente. L'école entretient le malentendu.

Dans la précarité, nécessité fait loi. Lorsque l'enfant arrive à l'école avec l'injonction parentale: «*Donne de bonnes réponses!*», c'est le résultat qui compte. Lors d'un devoir où il faut calculer, le parent bien intentionné dira «*Écris X, tu auras juste*», plutôt que demander «*Comment pourrais-tu faire?*». Et l'instituteur.trice qui corrige, ne saura pas qui a donné la bonne réponse. Apprendre, c'est donner et mémoriser la bonne réponse. En classe, il.elle pourrait dire que c'est la réflexion qui compte et la démarche pour y arriver; néanmoins, dans la réalité objective, seul le résultat sera sanctionné. Rien ne dissuade l'élève d'attendre la bonne réponse pour la noter et la mémoriser. Rien ne le pousse à prendre plaisir à chercher. Au contraire sans doute, l'école entretient aussi ce malentendu.

- Culture écrite⁶ et malentendus

La majorité des enfants de milieux populaires n'ont que peu d'expériences familiales de l'usage de l'écrit. Ils sont le

plus souvent dans la culture orale, qui valorise la relation, le lien et l'interdépendance, contrairement à la culture écrite qui valorise l'autonomie. L'école fait avec tous les enfants comme s'ils étaient déjà entrés dans la culture écrite et comme si cette culture était universellement partagée.

La culture orale pousse à utiliser la langue pour communiquer, entrer en relation, s'unir aux autres, tandis que la culture écrite favorise l'autonomie, suppose une réflexivité que la culture orale ignore. Et trop tôt à l'école, les enseignant.e.s travaillent «sur» la langue plutôt que d'abord travailler beaucoup «avec» la langue. Un élève peine à trouver les déterminants (notion nouvelle) dans un texte. Plutôt que partir du sens (travail avec la langue) et chercher ce qui détermine quoi, l'enseignant.e dit de chercher les petits mots devant les substantifs (notion déjà «vue»). L'élève reste désespéré.e. L'enseignant.e lui dit «*Et carotte, c'est quoi carotte?*», sous-entendant que c'est un substantif. Et l'élève de répondre très logiquement: «*C'est un légume*», renforçant ainsi l'enseignant.e que, décidément, cet élève ne comprend rien à rien. L'école entretient le malentendu.

L'éducation populaire et l'ISCO n'échappent pas aux difficultés liées à la culture écrite, aux rapports au savoir et aux malentendus. Si la volonté collective de refaire dignité et conscience sociale fière constitue le facteur de réussite principal de l'éducation populaire, cette question des rapports au savoir est, pour moi, le facteur explicatif principal aussi des difficultés de l'Éducation populaire.

FACTEURS SOCIAUX

La dégradation des conditions de vie, la précarisation, l'augmentation des ménages monoparentaux, la déculturation par écrans interposés combinée à la disparition de la culture populaire, ... pèsent lourd dans les rapports école - familles. La mondialisation libérale fait mal. Le métier d'enseignant s'avère toujours plus difficile. Comment faire apprendre des enfants qui souffrent, sont malades de privations. Que peut l'école avec tous ces enfants de plus en plus nombreux qui vivent dans la grande pauvreté? Le combat pour plus de justice à l'école passe aussi par les luttes sociales pour plus de justice tout court. Et pour cela, l'Éducation populaire est indispensable.

Les étudiants ISCO sont aussi impactés, dans leur parcours de formation, par la précarité économique et sociale, l'austérité, des situations familiales monoparentales. Conséquence: un certain nom-

bre d'entre eux arrête tout simplement leur formation.

CONCLUSION

Le *Pacte d'Excellence* a posé les bonnes questions et a proposé d'excellentes réponses dans leurs principes mais trop timides dans leur réalisation. La concrétisation de ces principes est actuellement un enjeu majeur, qui demande du courage politique pour le gouvernement et une grande loyauté de la part des acteurs institutionnels. Ainsi, par exemple, il s'agit actuellement de redéfinir les contenus d'enseignement pour le tronc commun et de les définir, non plus en fonction d'une préparation à l'université, mais bien en fonction de ce que tout jeune devrait savoir pour exercer sa citoyenneté au sens large. Mais, à nouveau, les PO subsidiés veulent pouvoir répondre aux demandes diversifiées de leurs «clients» et ont tendance à saboter ce travail de redéfinition pourtant indispensable. ■

1. Cet article constitue la seconde partie de la réflexion proposée par Jacques Cornet lors du recyclage ISCO 2017. La première a été publiée dans *L'Esperluette* de décembre 2017.
2. Le raisonnement, tout au long de cet article, est socio-logique, c'est-à-dire qu'il explicite des logiques sociales indépendantes des intentions des acteur.trice.s. Personne ne souhaite consciemment l'échec des enfants de milieux populaires. Au contraire même, tout le monde souhaite leur réussite. Mais il n'empêche que la majorité des acteur.trice.s participe activement à cette reproduction sociale, à leur insu.
3. Un volant de chômage est la part de la population active non occupée, immédiatement disponible et peu exigeante.
4. Vincent DUPRIEZ et Jacques CORNET, *La rénovation de l'école primaire*, Bruxelles, De Boeck, 2005.
5. Stéphane BONNÉRY, *Comprendre l'échec scolaire. Élèves en difficultés et difficultés pédagogiques*, Paris, La Dispute, 2009 et les travaux du groupe de recherche ESCOL Éducation et scolarisation www.circeft.org/spip.php?rubrique21.
6. Bernard LAHIRE, *Culture écrite et inégalités scolaires*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1993.



© REPORTAGE PHOTO & 95

Colloque inter-BAGIC: six thématiques

Le colloque inter-BAGIC du 26 avril prochain sera l'occasion de réaffirmer, tous opérateurs confondus, l'importance de la formation BAGIC en FWB. Il s'agira également de permettre aux bagicien.ne.s des différents opérateurs de se rencontrer et de faire réseau en développant une culture commune autour de six thématiques qui émergent de leurs pratiques de terrain:

- Quelles sont les spécificités de l'approche socioculturelle de la précarité?
- Nouvelles formes de mobilisation ou comment ne pas être en concurrence avec les structures existantes?
- «Secteur en tension» - Associatif et pouvoirs publics.
- Identités, diversité, mixité,... Comment faire société?
- Participation: injonction ou désir?
- Quelle influence des NTICS sur nos pratiques, sur l'émancipation et l'action collective?

DATE: 26 AVRIL 2018 (DE 9H00 À 16H30)

LIEU: FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

INFOS: WWW.CIEP.BE

Erratum

Une erreur de référencement s'est glissée dans l'article «TTIP et CETA invités au cours d'Histoire à l'ISCO», publié dans le N° 93 juillet-août-septembre 2017 de *L'Esperluette*.

Dans un souci d'honnêteté intellectuelle, le Carhop tient à signaler que le passage «Quelques traités dans l'Histoire» est largement tiré de l'article de TOSTI Jean, «Les accords commerciaux préférentiels dans l'histoire», *Les possibles*, N°04, Été 2014.

La participation des usagers¹

PAR FRANCINE UWILINGIYEMUNGU,
ISCO-BRUXELLES, 2010-2015

L'intérêt du sujet de recherche est directement lié à mon activité professionnelle à Lire et Écrire.

Tout semblait fonctionner dans un des comités de participation des apprenants du Centre alpha de Molenbeek, jusqu'au moment où, sans explication, il s'est dispersé. De nombreuses questions se sont ainsi posées en lien avec la participation, mais aussi avec les incitants et les freins de la mobilisation des personnes défavorisées économiquement et culturellement par rapport aux services qui les concernent.

La théorie et les analyses d'Hirschman ont été mobilisées pour traiter de la participation. Ensuite, des entretiens ont été menés auprès d'acteur.trice.s locaux de la *Maison Médicale MPLP* et de l'*ASBL La Rue*.

Différentes attitudes sont ainsi mises en évidence: Voice (réagir par la prise de parole), Exit (une défection, une réaction de fuite qu'une personne va avoir face à l'insatisfaction) et Loyalty (maintenir la loyauté en dépit des déceptions). Ces entretiens m'ont permis de comprendre que les acteur.trice.s selon leur position sociale ont une posture qui varie par rapport à une action collective. Les responsables des deux institutions interpellées ont adopté plus d'attitudes de Voice que

Loyalty et Exit. Les usager.ère.s de ces associations sont plus dans une attitude de Loyalty qui prédomine par rapport à Voice et Exit, mais une attitude de Voice collective se manifeste quand les usager.ère.s sont appuyés par des professionnel.le.s. Cette attitude s'inscrit dans la logique d'émancipation, d'augmentation de la puissance d'agir, qui permet aux individus de reprendre leur destin en main et de les engager dans les transformations des rapports sociaux et politiques jugées pertinentes.

L'analyse des attitudes des usager.ère.s de ces organisations permet de montrer que *La Rue* mobilise davantage de personnes concernées par la problématique du logement à Bruxelles. Les médias comme, par exemple, le film réalisé par les habitant.e.s de la Tour Brunfaut, sont un bon moyen pour faire participer les gens aux actions collectives. À la *Maison Médicale*, les personnes sont satisfaites, puisqu'elles ont trouvé ce qu'elles étaient allées chercher, les soins et elles ne voient pas l'intérêt de se mobiliser pour changer la société. La *Maison Médicale* part de leurs problèmes de santé pour les conscientiser sur leurs mauvaises conditions de vie.

Ces constats permettent de mettre en place des «conseils élargis de participation», afin de créer une relation de coopération entre les apprenant.e.s et toute l'équipe du centre alpha et de travailler en synergie autour des projets transversaux. Donc, le projet est de mettre à la disposition de chacun.e des outils de communication pour améliorer le fonctionnement du groupe, restituer un lieu d'échanges, de règlements de conflits, de prises de décisions, lieu qui fait partie intégrante de la formation, vecteur de micro-démocratie avec pour finalité de mettre en place un espace géré par les apprenant.e.s et ouvrant les possibilités d'émergence d'action collective. ■

1. Le titre complet du mémoire est *La participation des usagers dans le cadre d'initiatives collectives*





Révolution'Être¹

PAR FABIENNE POELMANS,
ISCO CHARLEROI 2009-2013

«Avoir» et «Être» sont deux mots que nous employons fréquemment sans même en prendre conscience. Au-delà du fait qu'ils sont des auxiliaires, ils sont aussi deux modes de fonctionnement, deux approches fréquemment évoquées au niveau sociologique, économique, politique, philosophique, et psychologique. Le comportement selon le mode «Avoir» serait «J'ai, donc je possède, je suis rassurée, j'éprouve du plaisir». Cet état est superficiel car je n'ai aucun contrôle sur ce que je détiens et je suis; je suis spectateur.trice de ma vie. Je jouis de ce qui est extérieur à moi. Je construis mon identité à travers mes possessions: en résumé, j'ai, donc je suis. Mais alors, les mots «heureux», «épanoui» sont-ils adaptés, ou s'agit-il d'une sensation de pouvoir sur l'autre? Le mode «Être» nous met face aux sentiments et à une attitude. Je suis dans un engagement, je suis acteur.trice de ma vie, et en connexion avec «moi» et les autres. J'utilise ce que je perçois à l'intérieur de «moi» et je construis mon identité en fonction de qui je suis réellement. «Avoir» serait donc centré sur les choses, le matériel, tandis qu'«Être» serait orienté vers les personnes.

En conjuguant les deux modes, quelles sont les raisons qui me motivent à devenir acteur.trice de changement? Notre société et son système économique fonctionnent exclusivement sur le mode «Avoir»; il est urgent d'inverser la tendance. Notre système économique nous aliène en nous incitant à consommer et développe des stratégies pour nous maintenir dépendants et insatisfaits en permanence. Cette manipulation nous incite à nous comporter selon le mode «Avoir». Par exemple, la même pyramide que celle de Maslow sur les besoins pourrait être appliquée au Forem.

En effet, il applique un management socio-économique où le.la travailleur.se ne se sent ni concerné.e, ni impliqué.e. L'objectif principal est de fournir des chiffres afin de justifier le budget alloué. La dynamique de travail est orientée sur la production et le.la travailleur.se se sent chosifié. Dans ce contexte, il/elle éprouve énormément de difficultés pour trouver un sens aux tâches effectuées. Ce management déteint aussi sur les demandeur.se.s d'emploi. En effet, le Forem est au service de l'État et de la population, sa mission principale devrait être centrée sur l'accompagnement de la personne et, secondairement, sur la gestion des dossiers. L'insécurité sociale et individuelle cause tant de dommages collatéraux qu'il est incohérent de miser uniquement sur une insertion professionnelle sans assurer une aide pour la reconstruction individuelle et collective. Quelle est la plus-value de travailler selon le mode «Avoir» et «Être»? Combiner un management socio-économique à un management participatif contribuerait à l'émancipation du travailleur.se. L'implication, la collaboration, l'équilibre entre le travail individuel et collectif donneraient un sens aux actions du travailleur.se, et valoriseraient son estime par rapport à lui-même et aux autres. Intégrer le capital humain en développant l'écoute des besoins et la réflexion permettrait aussi d'entrer en contact avec son «moi» profond, et avec ses collègues de manière plus authentique. De nombreux.se.s travailleur.euse.s sans emploi devraient pouvoir combiner une recherche d'insertion sociale et une recombinaison de leur vie personnelle. L'objectif ne doit pas être uniquement que le.la demandeur.se d'emploi trouve une formation parce qu'il.elle est en chômage longue durée ou obligé.e d'accepter un travail précaire pour faire diminuer les statistiques. Ils sont, avant tout, des personnes qui doivent exister pleinement et s'exprimer de manière équilibrée. S'ils trouvent un «sens» à leurs démarches et leurs actions, leurs besoins d'estime et de reconnaissance seront satisfaits. Lorsque

ces besoins sont absents, le mal-être s'installe. La dépression, la toxicomanie, l'alcoolisme, les maladies psychosomatiques, tous ces malaises et ces tensions sont parfois l'élément déclencheur de la prise de conscience de je ne suis pas ce que je veux. Cependant, nous avons le pouvoir de changer de trajectoire en élaborant des projets en adéquation avec notre projet originel. La personne sur laquelle nous avons le plus de pouvoir, c'est nous-même. «Être» serait d'exploiter ce pouvoir en stimulant la partie émotionnelle de la personne et en écoutant ses besoins, il mettrait à profit ses ressources créatives et ses compétences. Tous ces facteurs contribueraient à la construction de sa véritable identité, pour se situer et prendre sa place au sein du groupe. Un management orienté sur la communication et sur la personne révélerait sa richesse intérieure: il deviendrait acteur.trice de sa vie, avec la potentialité de devenir acteur.trice de changement. Le bénéfice serait l'épanouissement au travail, un investissement durable sur le long terme. Le pouvoir des dirigeant.e.s serait compromis car certains besoins qui n'ont jamais été évoqués, devraient être reconsidérés. L'apparition d'une identité collective qui endommagerait l'effet de dominants/dominés est un autre danger. Quelle méthodologie utiliser pour devenir acteur.trice de changement en conjuguant, sur le terrain, «Avoir» et «Être»? Cette approche a pu être réalisée en croisant l'approche de Maslow avec les travaux de Erich Fromm et de Guy Bajoit. La théorie d'E. Fromm permet de mieux comprendre la psychologie de l'être, sa portée relationnelle et son rôle face à la pression des désirs matériels. G. Bajoit apporte une dimension sociale en traduisant la tension psychologique repérée par Fromm sur le plan des identités sociales. Cette approche brise l'idée d'une identité unique et montre que nos choix et nos actions participent à la construction permanente d'identités qu'il nomme «identité engagée» (ce que je suis et fais réellement); «identité assignée» (ce que les autres aimeraient que je sois et fasse); et «identité désirée» (ce que je voudrais être et faire).

Sur base de cette réflexion théorique, a été élaboré un questionnaire pour mener une enquête auprès des travailleur.se.s du Forem (échantillon de 73 personnes représentatif en termes

de genre, d'âge et de fonctions), pour comprendre le poids attribué dans leur jugement à l'avoir et l'être. En croisant les résultats avec les identités de Bajoit, on peut constater que leurs jugements varient en fonction des différentes classes d'âge, avec un effet progressif vers l'être chez les plus âgé.e.s. Dans ce cas, l'action collective doit être vigilante pour éviter de renforcer les fermetures identitaires. Il faut tirer parti des sensibilités de chacune et proposer des dimensions identitaires enrichissantes. Cette analyse a dégagé trois besoins: pouvoir m'exprimer, traiter en commun

les désaccords et développer mon autonomie.

Quelles sont les pistes à explorer pour devenir acteur.trice de changement avec «avoir» et «être»? Expériences personnelles, ressources issues de formations et de rencontres, mais également une adaptation des besoins dégagés par l'enquête. Mon but n'est pas de changer le mode de fonctionnement du Forem mais d'utiliser les ressources des travailleur.se.s pour provoquer une prise de conscience de leur véritable identité, et pour prendre leur place dans la société. ■

1. Le titre complet du mémoire est *Révolution'Être. Comment l'acteur de changement peut-il conjuguer sur le terrain les notions «Être» et «avoir»?*

Créer des intérêts communs dans un milieu rural¹

PAR DAVID DURUISSEAU, ISCO INTERRÉGIONAL, 2011-2015

En tant que délégué syndical, travaillant et résidant dans une commune rurale, ma préoccupation était de savoir comment mettre en place une dynamique collective qui recréerait du lien entre les habitant.e.s de cette entité rurale particulière.

La première partie est consacrée à la présentation du contexte. Autrefois, la Vallée de la Semois était active: en dehors de l'agriculture traditionnelle, l'industrie du tabac était prospère et nécessitait une main d'œuvre importante. Aujourd'hui, l'agriculture est en déclin, et seul le secteur des services offre quelques possibilités d'emploi dans l'entité: l'administration communale, le centre d'accueil des réfugiés, le centre pour personnes handicapées dans lequel je travaille. Comme beaucoup de communes rurales, l'entité de Vresse-sur-Semois subit une érosion démographique. Beaucoup d'habitant.e.s ne sont pas originaires du lieu: le prix bon marché des maisons a attiré des personnes venant de villes. Certain.e.s résident à l'année, mais beaucoup ne sont là que le week-end et les congés. Enfin, la commune est loin des grands axes autoroutiers, elle est mal desservie par les moyens de transports en commun et les infrastructures tels les hôpitaux sont forts éloignés. Tout cela contribue à une forme d'isolement d'une part, à une perte de lien entre les habitant.e.s d'autre part.

Enfin, au niveau politique, le MR domine dans cette région. Par ailleurs, de l'autre côté de la frontière, les municipalités sont aux mains du FN.

La deuxième partie du mémoire se penche sur comment recréer des intérêts et des préoccupations communs. Après avoir formulé différentes hypothèses, cinq actions collectives qui ont eu lieu dans la commune de 1976 à nos jours, sont analysées. Ensuite, j'explique des actions individuelles réalisées durant mes loisirs, en famille, avec mes collègues et les villageois. En 2016, j'ai lancé une nouvelle action à partir de l'institution pour laquelle je travaille: la mise en place d'une marche gourmande. Cette activité qui s'adressait à tous les habitant.e.s de la région avait pour objectif de recréer du lien social. Après avoir décrit les origines de ce projet, j'ai présenté cette manifestation, en utilisant la méthodologie du projet. Encouragé par les réactions positives, j'envisage la mise en place de nouvelles actions de ce type, en essayant d'y associer à l'avenir plus de collègues et d'habitant.e.s au niveau de sa réalisation. ■

1. Dans un milieu rural particulier, comment arrive-t-on à recréer des intérêts communs, des préoccupations communes, des points de convergence?

Viens voir quand on sème

Pour cette 4^{ème} édition, cette manifestation est organisée autour de la ruralité et des circuits courts, en partenariat avec le groupe local CIEP de Waremme et le Centre Culturel de Remicourt.

Plus qu'une volonté de valoriser les circuits courts, «Viens voir quand on sème» se veut avant tout un moment de convivialité, de rencontres et de questionnements autour de la ruralité, sur notre manière de consommer et de nous alimenter. Il est le fruit d'une démarche visant à permettre aux individus d'être acteur.trice.s de leur citoyenneté. L'objectif est de valoriser les circuits courts et la vie locale, de favoriser une (re)connexion entre acheteur.e.s et producteur.trice.s, ainsi que la création d'espaces de convivialité et d'échanges pour les citoyen.ne.s. Cette année, il comprend un marché des productions et d'initiatives citoyennes locales, une exposition photo, des dégustations de produits et différentes animations. ■

DATE: 27 MAI 2018 DE 13H00 À 18H00

LIEU: PLACE MARCEL HICTER À MOMALLE (REMICOURT)

INFO: CIEP - MOC LIÈGE-HUY-WAREMME

SOPHIE LIBERT - TÉL.: 04/232.61.69

Ciné-débat «Participe Présent»

Comment rendre une place active aux citoyens dans la société et les impliquer directement dans la prise de décision politique? C'est à cette question que ce documentaire réalisé en vue des prochaines élections communales par Clara asbl avec Braine-l'Alleud en transition et Genappe en transition tente de répondre. Organisée en partenariat par le Groupe d'Action de la Basse Sambre (GABS), l'antenne Basse-Sambre de Vie Féminine et le CIEP de Namur, la projection du film sera suivie d'un débat avec le réalisateur et des témoignages de représentant.e.s de mouvements ou collectifs citoyens. ■

DATE: 7 MAI À 19H00

LIEU: CAMÉO DE TAMINES - RUE NOTRE DAME, 27 À 5060 TAMINES (SAMBREVILLE)

INFOS: CIEP-MOC DE NAMUR (ADRIEN DELACHARLERIE) - TÉL.: 081/830.511

MAIL: ADRIEN.DELACHARLERIE@LILON.BE



Un voyage pour découvrir «Là où le changement a lieu»

Partir à la découverte d'endroits «où le changement a lieu», est le voyage de deux jours que le CIEP-MOC du Luxembourg propose aux citoyen.ne.s et aux militant.e.s politiques de la province. La base de ce voyage est une réflexion-sensibilisation entamée en vue des élections d'octobre prochain, à propos de l'importance de «l'agir local» pour «le changement global».

Transition énergétique, alimentation durable et locale, économie alternative, formation et éducation, cohésion sociale, participation citoyenne et démocratie locale... sont autant de leviers pour enclencher un changement global. Ce sont des chemins suivis par Loos-en-Gohelle, le Territoire Zéro Chômeur de longue durée de Lille, la Brasserie de la Lesse et Rochefort en transition. Ces initiatives pourront peut-être inspirer certaines localités!



Transition énergétique, alimentation durable et locale, économie alternative, formation et éducation, cohésion sociale, participation citoyenne et démocratie locale... sont autant de leviers pour enclencher un changement global. Ce sont des chemins suivis par Loos-en-Gohelle, le Territoire Zéro Chômeur de longue durée de Lille, la Brasserie de la Lesse et Rochefort en transition. Ces initiatives pourront peut-être inspirer certaines localités!

AU PROGRAMME

Vendredi 18 mai: Loos-en-Gohelle

Une ancienne ville minière du Pas-de-Calais, marquée par l'exploitation outrancière du charbon, qui, sous l'impulsion de son maire, a fait le pari de la transition énergétique, économique et sociale. Une ville pilote du développement durable et social, au modèle inclusif: les citoyen.ne.s participent activement au changement.

Samedi 19 mai: Lille-Rochefort

- Territoires Zéro Chômeur

Une zone où l'on propose directement des emplois adaptés aux savoir-faire des chômeur.se.s, à temps choisi et en fonction des besoins du territoire. Ce projet lancé par ATD-Quart Monde en 2011 bouscule les préjugés vis-à-vis des chômeur.se.s, de l'emploi, du travail...

- Coopérative de la Lesse

Une coopérative à finalité sociale qui participe à la relocalisation de l'économie, à la création d'activités en milieu rural et qui complète la gamme de bières déjà brassées en Belgique.

- Rochefort en transition

Une démarche de transition entamée par des citoyen.ne.s rochefortois.e.s depuis plusieurs années.

PROGRAMME COMPLET: WWW.MOCLUXEMBOURG.BE

LE PRIX DU SÉJOUR: 100 €/PERSONNE

CE PRIX COMPREND LES TRAJETS EN CAR, LES VISITES GUIDÉES ET LES ENTRÉES, LES REPAS ET LE LOGEMENT

INSCRIPTION: AU PLUS TARD LE 16 AVRIL

INFO: THÉRÈSE WILLOT - TÉL.: 063/21.87.38 - MAIL: T.WILLOT@MOCLUXEMBOURG.BE

Demain, la solidarité... sur le retour? de retour?

Certaines réflexions laissent entendre que la solidarité est dépassée. Pourtant, des courants de pensée résistent et sensibilisent. D'autres encore soulignent à quel point la solidarité, l'entraide et la coopération construisent «un autre monde». Dans *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle démontrent combien ces élans d'entraide et de bienveillance ont toujours fait partie intégrante du vivant. Le Centre de Formation Cardijn (Cefoc) propose un week-end de formation sur la solidarité pour prendre du recul face aux évidences et repenser les projets collectifs pour une société moins inégalitaire. ■

DATES: SAMEDI 21 AVRIL DE 9H30 À 18H30 ET DIMANCHE 22 AVRIL 2018 DE 9H00 À 16H00

LIEU: LA MARLAGNE À WÉPION (NAMUR)

INSCRIPTION: POUR LE 6 AVRIL

INFORMATION ET INSCRIPTION: CEFOC ASBL

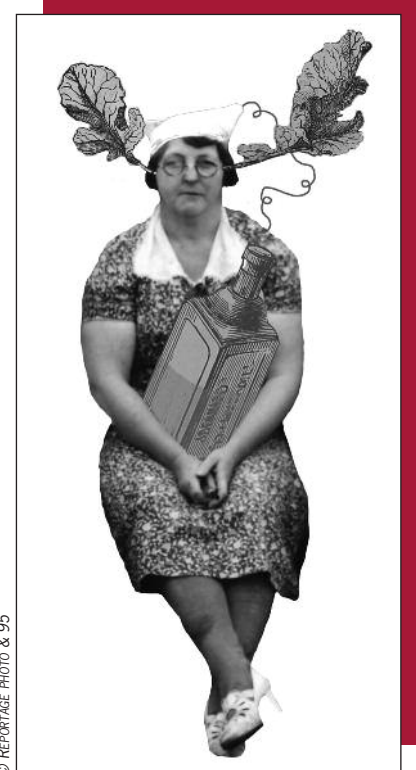
TÉL.: 081/23.15.22

MAIL: INFO@CEFOC.BE - WWW.CEFOC.BE

Néolibéralisme, de quoi parle-t-on?

Le temps des idéologies est révolu, nous dit-on. Il aurait disparu, il y a près de trois décennies, emporté quelque part entre la chute du Mur et l'effondrement du communisme. Depuis lors, le débat est clos. Vraiment? Ne sommes-nous pas plutôt en présence d'un néolibéralisme qui tente de passer incognito? Ses principes sont présentés comme naturels. Ses politiques, indiscutables. Comment, dans cette conjoncture, reparler de vision commune, de valeurs ou d'horizon de sens là où l'efficacité, la rentabilité, la gestion s'érigent en uniques boussoles sociétales?

Dans le prolongement de la journée d'étude «Indiscutable? Et si on en discutait?» co-organisée avec le CIEP, le Centre AVEC a publié un numéro spécial de sa revue trimestrielle *En Question* pour prolonger les réflexions sur le néolibéralisme. ■



© REPORTAGE PHOTO & 95

INFO ET ABONNEMENT: CENTRE AVEC

RUE MAURICE LIÉTART 31/4 À 1150 BRUXELLES

TÉL.: 02/738.08.28 - MAIL: SECRETARIAT@CENTREAVEC.BE - WWW.CENTREAVEC.BE/

Au festin des rapaces contre les fonds vautours

Produit et réalisé par une équipe de professionnel.le.s et de militant.e.s du CADTM, en association avec le *Théâtre Croquemitaine* et *Chemins de traverse*, *Au festin des Rapaces* est un court métrage de fiction, qui sert de vecteur à la campagne de sensibilisation contre les fonds vautours.

L'histoire? Morte d'une banale crise d'appendicite, Danielle revient parmi les vivants et cherche à comprendre les circonstances de son décès. Dans cette quête, elle se retrouve plongée au cœur du fonctionnement des entreprises privées qui spéculent sur la dette publique et qui ont déjà fait des milliers de victimes.

Pour visionner:

www.youtube.com/watch?v=BRwTy2rJbMU&feature=youtu.be

QU'EST-CE QUE LES FONDS VAUTOURS?¹

Des entreprises privées proposent aux États en difficultés financières de racheter leurs dettes à très bas prix et ensuite, elles leur réclament le remboursement de la valeur totale de cette dette, majorée des intérêts, des pénalités de retard et de frais de justice. Leurs taux de rendements affichent 300 à 2000 %! Depuis plus de vingt ans, ce fonds vautours ont déjà fait des centaines de millions de victimes dans des pays comme l'Argentine, le Congo-Brazzaville, la Zambie, la Grèce... C'est un peu les bêtes noires de la finance dérégulée!

MENACE

En Belgique, suite à la mobilisation citoyenne, une loi contre les fonds vautours a été adoptée le 12 juillet 2015. La plus avancée au niveau mondial, elle est aujourd'hui malheureusement menacée. Le fonds vautour NML Capital, de-



© REPORTAGE PHOTO & 95

mande son annulation auprès de la Cour constitutionnelle belge. Le CADTM, le CNCD-11.11.11 et son pendant néerlandophone sont parties intervenantes devant la Cour Constitutionnelle pour la défendre. Un appel à mobilisation est lancé pour soutenir la loi belge contre les fonds vautours!

A suivre donc... ■

1. Pour en savoir plus: «Fonds vautours: les ailes de la dévastation», dans *Les autres voix de la planète* (AVP), CADTM, n°73, 4^e trimestre 2017.

Université de l'alpha

Les valeurs actuelles de l'alphabétisation populaire sont souvent reléguées au second plan au profit d'une politique de formation linguistique très réductrice. Bien sûr, l'alphabétisation, c'est apprendre à lire, écrire, calculer, mais aussi donner des outils pour comprendre le monde, pour s'y situer, pour développer ses capacités d'analyse et de réflexion critique, pour y agir.

Cette année, l'Université de printemps de l'Alpha de *Lire et Écrire* proposera huit thématiques: L'atelier d'écriture en alpha; Dire le juste et l'injuste avec les intelligences citoyennes; L'alpha populaire: ancrage historique et pratiques; Le théâtre d'objets: un outil d'éducation et de formation; Créer un court-métrage vidéo en alpha; Construire et représenter des solides pour mieux appréhender l'espace qui nous entoure Prendre la parole ou comment accompagner les apprenants en alpha à s'exprimer oralement devant un public; Des traces numériques pour l'alpha. ■

DATES: DU 9 AU 13 AVRIL 2018

LIEU: MAISON NOTRE-DAME-DU-CHANT-D'OISEAU (BRUXELLES)

PROGRAMME ET INSCRIPTION: LIRE ET ÉCRIRE CÉCILE BULENS - TÉL.: 02/502.72.01 - MAIL: CECILE.BULENS@LIRE-ET-ECRIRE.BE
WWW.LIRE-ET-ECRIRE.BE/

FORMATIONS VIDÉO ET MULTIMÉDIA:

LES (NOUVEAUX) MÉTIERS DU NUMÉRIQUE

GRATUIT

20 JOURNÉES DE CRÉATION NUMÉRIQUE ET D'ATELIERS
DEUX SESSIONS EN 2018 (DU 03 MAI AU 20 JUIN 2018)

INFOS ET INSCRIPTIONS: CESEP

CATHERINE LÉONARD - TÉL.: 067/89.08.65

MAIL: CATHERINE.LEONARD@CESEP.BE

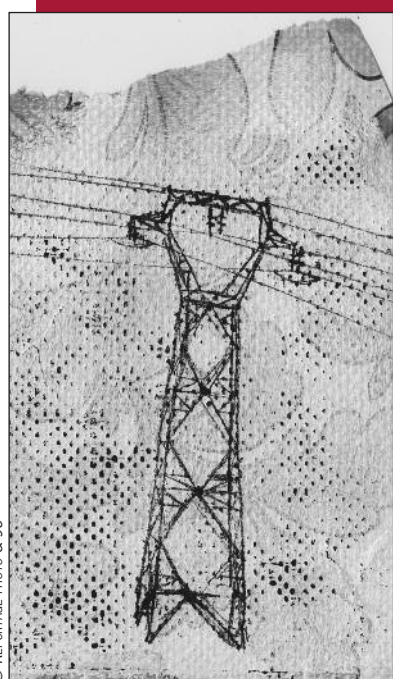
Les Universités de l'Antiracisme

Confronté dans votre pratique professionnelle à la recrudescence ou à la banalisation de discours racistes et discriminants, vous vous sentez démuné face à ces discours et ne savez pas toujours comment y répondre de manière adéquate. Venez échanger avec des acteurs du secteur antiraciste sur ces questions, vous outiller et tester des animations, partager vos expériences. ■

DATES: 4 ET 5 MAI 2018

LIEU: ULB CAMPUS DU SOLBOSCH

PROGRAMME ET INFO: WWW.CIRE.BE



© REPORTAGE PHOTO & 95



Dates à épingle

RESSORTISSANTS DE L'UE ET HORS UR

Midi-débat autour de «quelles sont les conditions à remplir pour participer aux élections communales?» co-organisé par la Maison de la Laïcité de La Louvière et le Ciep Hainaut Centre.

DATE: 27 AVRIL 2018 À 12H30

LIEU: MAISON DES ASSOCIATIONS (PLACE MANSART, 21-22 À LA LOUVIÈRE)

INFOS ET RÉSERVATION: TÉL.: 064/84.99.74

MAIL: INFO@LAICITE-LALOUVIÈRE.BE

BRUXELLES-DIVERSITÉ COLLABORER ET CONSTRUIRE ENSEMBLE

Chrétiens et musulmans: vivre et travailler ensemble. Comment? Pourquoi? Voilà des questions que nous proposons d'aborder ensemble, au cours d'une journée de rencontre et de réflexion. La journée comportera trois temps:

VOIR ce qui se passe, comment et pourquoi, du côté de l'école, de la santé, du travail et de l'associatif. Pour chacun de ces «mondes», deux témoins, l'un-e musulman-e, l'autre chrétien-ne, parleront de leur expérience et susciteront des questions à explorer et à débattre.

JUGER avec l'appui de Henri Goldman (Revue Politique), il s'agira de prendre du recul et de se donner des clés de lecture pour évaluer les situations vécues et les éclairer à partir du contexte bruxellois, où musulman-e-s et chrétien-ne-s sont engagé-e-s dans la vie sociale et culturelle.

AGIR en discernant «le petit pas de plus» que chacun-e peut faire pour, avec d'autres, pour construire des relations et des actions portées en commun à Bruxelles.

DATE: 1^{er} MAI 2018 DE 09H00 À 16H30

LIEU: CENTRE PASTORAL DE BRUXELLES (RUE DE LA LIGNIÈRE, 14 À 1060 BRUXELLES)

INFO: VIVRE ENSEMBLE ANNE LE GARROY

TÉL.: 02/533.29.58 OU 0479/56.77.61

MAIL: ANNE.LEGARROY@ENTRAIDE.BE

INSCRIPTION:

[HTTPS://VIVRE-ENSEMBLE.BE/BRUXELLES-DIVERSITE](https://vivre-ensemble.be/bruxelles-diversite)

LA CULTURE A DE LA CLASSE

Appel à projets de La Commission communautaire française vise les partenariats entre écoles et organisations socio-culturelles pour l'année 2018-2019, avec un axe «La découverte des enjeux citoyens».

DOSSIERS À INTRODUIRE POUR LE 3 MAI:

WWW.SPFB.BRUSSELS/ESPACE-PRO/CULTURE-A-CLASSE

JE TRAVAILLE DONC JE SUIS?

Cette journée de formation est organisée par le Cefoc pour croiser la réflexion des participant.e.s avec des apports issus des sciences humaines sur le rapport au travail contemporain.

DATE: 5 MAI 2018

LIEU: CSC - AV. DES ETATS-UNIS, 10 À TOURNAI

INFOS ET INSCRIPTION:

WWW.CEFOC.BE/JE-TRAVAILLE-DONC-JE-SUIS

FONDEMENTS ET ÉVOLUTIONS DE LA DÉMOCRATIE

Débat co-organisé par la Maison de la Laïcité de La Louvière et le Ciep Hainaut Centre.

DATE: 8 MAI 2018 À 19H00

LIEU: MAISON DE LA LAÏCITÉ (RUE WAROCQUÉ, 124 À LA LOUVIÈRE)

INFOS ET RÉSERVATION: TÉL.: 064/84.99.74

MAIL: INFO@LAICITE-LALOUVIÈRE.BE

LE SACRÉ A DISPARU ! VRAIMENT?

Week-end de formation du Cefoc autour du sacré

DATES: SAMEDI 26 MAI DE 9H30 À 18H30 ET DIMANCHE 27 MAI 2018 DE 9H À 16H

LIEU: LA MARLAGNE À WÉPION (NAMUR)

PAF: PRIX INDICATIF 60 € (REPAS ET LOGEMENT COMPRIS) LA PAF RESTE LIBRE ET ANONYME

INFORMATION ET INSCRIPTION: CEFOC

TÉL./FAX: 081/23.15.22 - MAIL: INFO@CEFOC.BE

WWW.CEFOC.BE

INSCRIPTION POUR LE 11 MAI 2018

LA VERRERIE:

UNE RUCHE HUMAINE AU PAYS DE CHARLEROI (1880-1930)

Exposition et animations au Musée du Verre de Charleroi

DATES: JUSQU'AU 27 MAI 2018 DU MARDI AU VENDREDI DE 9H À 12H30 ET 13H À 17H - SAMEDI ET DIMANCHE DE 10H À 12H30 ET DE 13H À 18H - FERMÉ LE LUNDI

LIEU: MUSÉE DU VERRE DE CHARLEROI BOIS DU CAZIER, RUE DU CAZIER 80 - 6001 MARCINELLE

INFO: T. 0496/59.92.14

WWW.CHARLEROI-MUSEUM.BE

VIOLENCES AU TRAVAIL: APPEL À TÉMOIGNAGES

Les Femmes CSC Namur-Dinant recherchent des témoignages de femmes qui ont été ou sont toujours confrontées à des formes de violences sur leurs lieux de travail (verbales, physiques ou à caractère sexuel ou sexistes). Cette collecte de témoignages anonymes s'inscrit dans le projet «Des paroles et des actes contre les violences au travail à l'égard des femmes».

CONTACT ET INFO:

FEMMES CSC NAMUR-DINANT - CLAIRE BERLAGE

MAIL: VIOLENCESAUTRAVAIL@ACV-CSC.BE

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR

Centre L'Ilon - rue des Tanneries, 1
5000 Namur - 081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

